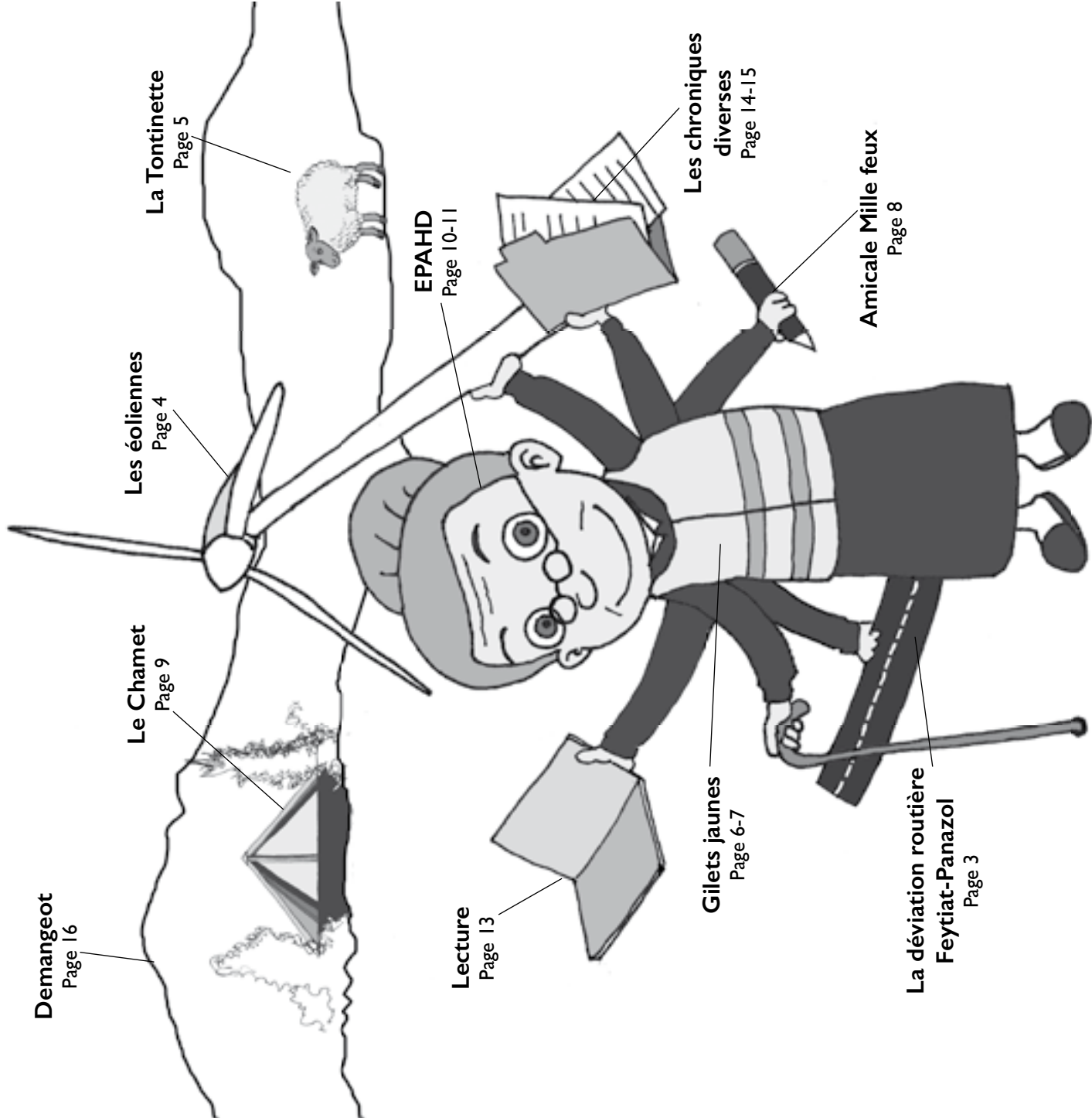


Au sommaire du n° 66



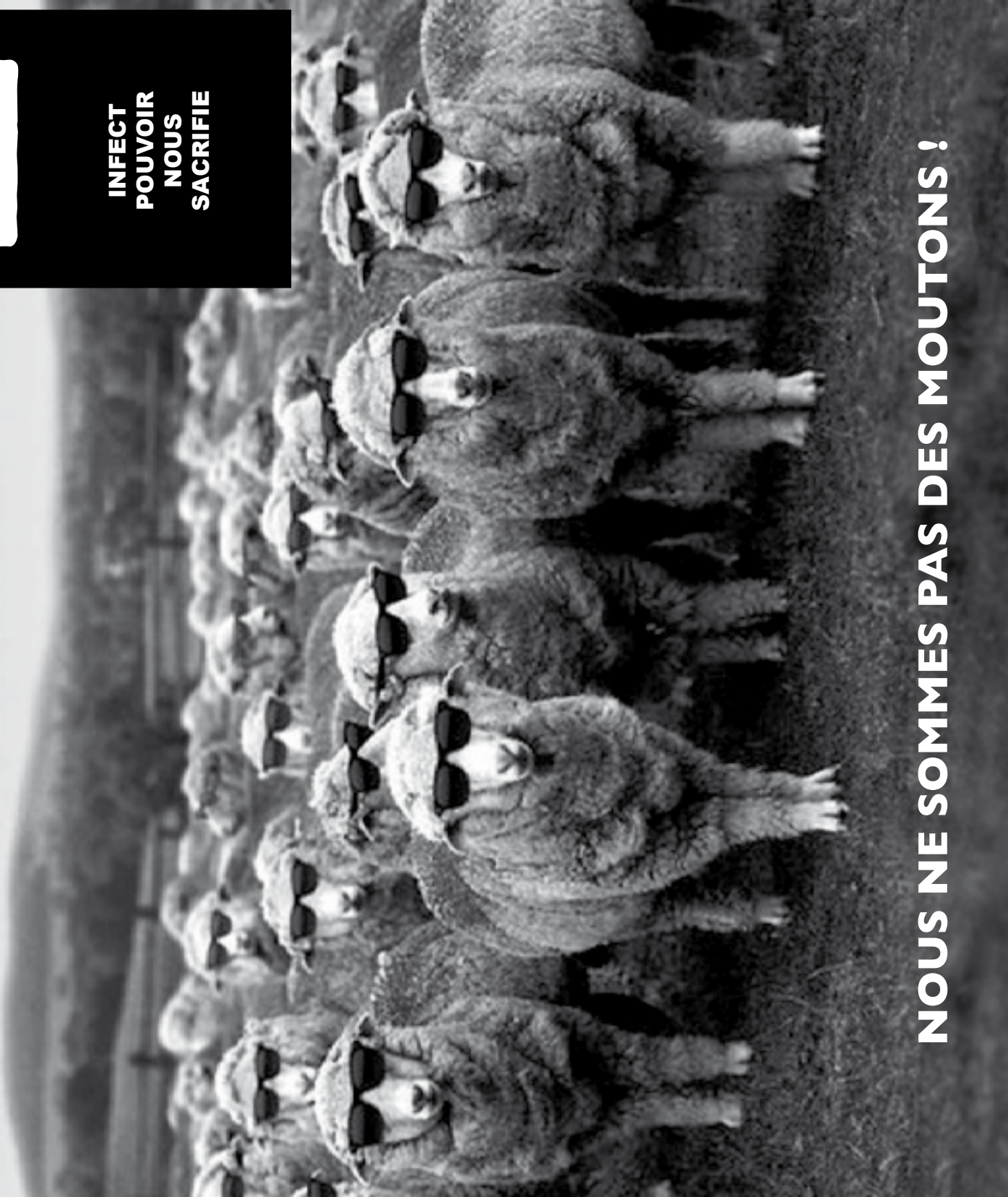
3 euros 50

mars 2019

n°66

TRIMESTRIEL

JOURNAL D'INFORMATION ET DE DÉBAT  
DU PLATEAU DE MILLEVACHES



NOUS NE SOMMES PAS DES MOUTONS !



"Budget trop faible et spectacles pas assez chers !"

On n'aime guère la gratuité en Nouvelle Aquitaine... La preuve : ce qui arrive cette année à l'association Centre de créations culturelles animée par René Bourdet depuis vingt ans à La Celle-sous-Gouzon (Creuse) qui organise chaque été dans le petit village de La Spouze, de nombreux spectacles, lectures, concerts et rencontres. Cette année (2019) est prévue une programmation avec six rendez-vous en plein air, 2 expositions et 5 "lundis littéraires". Sauf que... Nous laissons la parole à René Bourdet.

Pour la vingtième édition des Jardins-Jeudis 2019 qui auront lieu du 18 juillet à fin août nous nous attendions à bénéficier de l'aide substantielle de 5000 € qui nous permettait d'engager des artistes de qualité dûments payés et déclarés (au total 271 heures sur un mois et demi). Cette aide provenait de la région Nouvelle Aquitaine qui sans préavis la supprime totalement au prétexte d'un budget trop faible et surtout de la gratuité offerte à un large public : environ 2500 à 3000 spectateurs par saison. Nous voilà victimes d'un "culturicide" (néologisme à propager). Donc nous allons lancer une campagne de soutien populaire national via les réseaux sociaux, courriers, tracts, etc. Nous disposons certes d'autres aides en provenance de la commune, de la communauté de communes et du département (environ 3500 €) mais elles ne nous permettent pas d'assurer le salaire de tous les artistes et du chef de plateau. Nous ne sommes pas les seuls dans ce département pauvre le plus éloigné de la nouvelle "capitale" Bordeaux. Quatre autres structures ont été touchées. Nous avons fait appel sans beaucoup d'espoir. Vous pouvez nous aider en ré-adhérent et faisant adhérer (3€ adhésion individuelle, 10€ pour une association), mettre en ligne aussi un appel selon votre imagination. En cette fin de mois de février nous avons déjà enregistré 60 adhérents. Notre objectif est de 300 ou plus. Merci d'avance à vous tous !

René Bourdet  
Association Centre de créations culturelles,  
La Spouze - 23230 La Celle-sous-Gouzon - 06 44 05 47 80

Les écrits d'août

À Eymoutiers, du 16 au 19 août 2019, un festival consacré à la littérature accueillera de nombreux auteurs, dont Eric Vuillard (Prix Goncourt 2017). Il ne s'agira pas d'une foire aux livres, mais d'un ensemble dense de rencontres et de débats, associant d'autres formes d'expression (musique ou jeu théâtral, cinéma ou poésie). Profitant du (probable) beau temps, un certain nombre de séquences auront lieu sur des sites en plein air de belle facture, comme le très récent belvédère. Programme détaillé dans notre numéro de juin.

Un passé très présent

Pour ceux et celles qui souhaiteraient suivre le tournage du documentaire de Martial Roche "Un passé très présent" (voir IPNS n° 65, décembre 2018), on peut visionner quelques extraits de ses entretiens dans une toute nouvelle page facebook intitulée comme le film. On peut y entendre notamment Armand Gatti, Pierre Bergounioux, Fabrice Grenard, le "pelaud" Raymond Pataud... Que du beau monde. Cette page offre bien d'autres informations concernant la mémoire de la Résistance : <https://www.facebook.com/Unpassetrespresent>



Etonnants Gaulois

Le musée d'archéologie et du patrimoine Marius Vazeilles à Meymac en Corrèze organisera du 4 mai au 3 novembre 2019 une exposition temporaire intitulée "Étonnants Gaulois". Elle est réalisée à partir des collections du musée et de prêts de différents musées et collectivités de Nouvelle-Aquitaine ainsi que de Bibracte. Cette exposition souhaite contribuer à une meilleure connais-

sance de l'histoire des Gaulois et des Lémovices en particulier; des relations qu'ils ont entretenues avec les populations voisines, proches et lointaines, entre - 450 av. J.C. et 44 après J.C. Elle montre le territoire Lémovice comme carrefour de civilisations et d'échanges culturels et commerciaux grâce à la présence, entre autres, de mines d'or en grand nombre.

**Vous pouvez effectuer le règlement de votre abonnement en ligne en utilisant le compte helloasso mis à votre disposition sur notre site. HelloAsso est la première plateforme de financement participatif dédiée aux associations et a été créé afin d'offrir à toutes les organisations la possibilité de se financer grâce au numérique via une solution complète, simple et gratuite. - <https://www.helloasso.com> - Paiement sécurisé.**

**L'abonnement est la meilleure solution pour soutenir IPNS et être sûr de bien recevoir tous les numéros !**

IPNS ne vit que par ses lecteurs et compte donc sur eux ! Votre abonnement est indispensable à l'existence du journal !

Tous les anciens numéros sont consultables sur notre site : <http://journal-ipns.org>

**Vous pouvez contacter IPNS en écrivant à l'adresse courriel suivante : [contact@journal-ipns.org](mailto:contact@journal-ipns.org) et nous suivre sur Facebook : <https://www.facebook.com/journal.ipns/>**

Trimestriel édité par l'association IPNS.  
Clin d'oeil à "Imprimé Par Nos Soins" que connaissent bien les associations, notre titre décline différemment ses initiales dans chaque numéro. Directeur de publication : Michel Lulek - 23340 Faux la Montagne.

Mise en page graphique, illustrations : Michel Bernard et Philippe Gady.  
Imprimerie : Rivet Presse Edition - Limoges, labellisée Imprim'vert.  
Commission paritaire : 1022 G 81 797 - ISSN : 1635-0278.

<http://journal-ipns.org>

**IPNS - Je m'abonne !**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Abonnement pour 1 an (4 numéros), ordinaire 14 € ☐ , de soutien 20 € ou + ☐

Abonnement pour 2 ans (8 numéros), ordinaire 28 € ☐ , de soutien 40 € ou + ☐

Bon à retourner à : IPNS - 23340 - Faux la Montagne



# Investir dans une déviation routière... ou réinvestir le chemin de fer ?

Tandis qu'on nous concocte du côté est de Limoges une déviation routière qui passerait par Feytiat et Panazol, la ligne de chemin de fer qui dessert Limoges depuis le Plateau fait l'objet d'un désengagement des pouvoirs publics. Il est temps de réagir !

### Non à la priorité à la voiture !

Le développement de la circulation routière semble compromis du fait de la très grande dépendance au pétrole, ressource non renouvelable et polluante, de plus en plus onéreuse et taxée, et que, à ce jour, ne semble être connue aucune autre solution énergétique satisfaisante, pouvant être utilisée à grande ampleur, tant du point de vue technique que du coût, qui permettrait de continuer à circuler avec l'intensité que l'on connaît actuellement. Pourtant, c'est maintenant que le conseil départemental de Haute-Vienne et la communauté d'agglomération de Limoges, pour contourner Limoges à l'est, entre Feytiat et Panazol, ont le projet d'offrir un nouveau boulevard à la circulation des véhicules individuels et des camions.

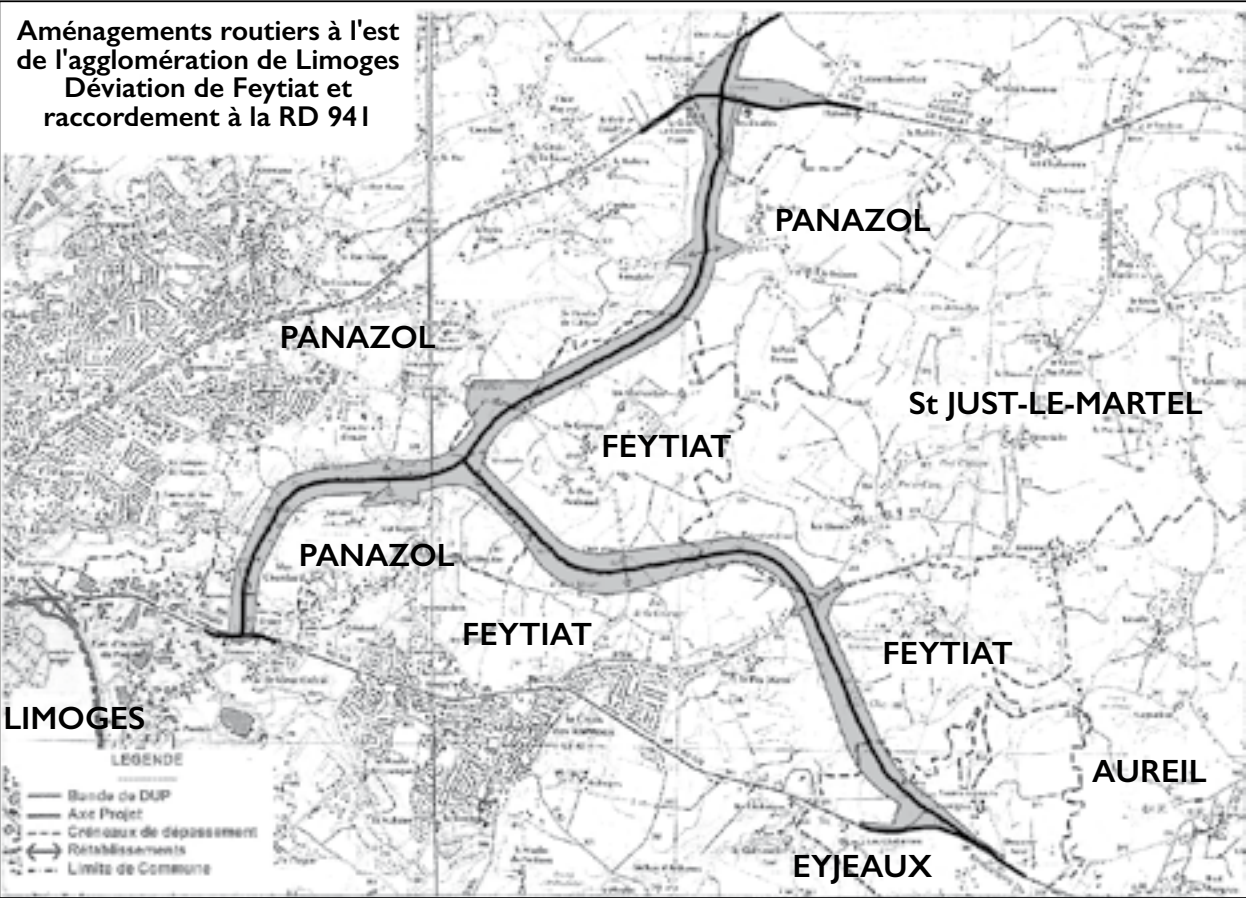
On peut légitimement s'interroger sur la vision qu'ont ces institutions quant aux solutions en matière d'énergie renouvelable et non polluante. Dans le contexte actuel, et vraisemblablement encore pour un grand nombre d'années, est-il vraiment pertinent d'envisager ce projet annoncé à 50 millions d'euros, au bas mot (enveloppe du conseil départemental... qui n'aurait pas d'autres priorités ?), qui, de surcroît, va soustraire au minimum 25 hectares à l'agriculture et aux espaces naturels (rupture de la Trame Verte et Bleue du Schéma Régional de Cohérence Ecologique !), sans compter l'artificialisation ultérieure des sols par les constructions induites dans la périphérie de cette nouvelle desserte routière ?

Un des principaux arguments avancés pour justifier la déviation est le nombre croissant de camions. Encore un investissement lourd pour un lobby néfaste à l'environnement et dont on connaît bien l'impact sur la dégradation des chaussées, sans qu'il ne participe à l'entretien ou à la remise en état, toujours à la charge des collectivités. Pour favoriser l'accès aux agglomérations, ailleurs en France et dans le monde, des solutions sont plutôt envisagées par le recours aux transports collectifs à partir de la périphérie des villes, les véhicules individuels étant stationnés sur des parkings desservis par des transports en commun irriguant ensuite les agglomérations. Soit dit en passant, si les collectivités porteuses de ce projet n'ont plus d'investissement à réaliser pour le bien commun, il leur est loisible de baisser les impôts...

### Pendant ce temps, du côté du chemin de fer...

Dans le même temps, en matière de transport en commun et de desserte de l'est de Limoges, on apprend que la ligne de chemin de fer Ussel-Meymac-Eymoutiers-Châteauneuf-Bujaleuf-St Léonard-de-Noblat-Limoges est menacée. Le coût d'investissement de la mise aux normes du système de signalisation de cette ligne est d'environ 20 millions d'euros et de la compétence de la région Nouvelle-Aquitaine qui doit négocier avec SNCF-Réseau. Nous n'oublions pas d'évoquer les insuffisances de service déjà constatées : horaires inadaptés aux besoins de la population, gares et guichets fermés ... A rappeler : l'investissement d'un montant de 24 millions d'euros réalisé en 2011 pour la rénovation des voies de ladite ligne et financé par l'Etat, la Région et RFF (Réseau Ferré de France aujourd'hui remplacé par SNCF-Réseau) plus la reprise d'ouvrages d'art d'un montant de 6,8 millions d'euros financé par RFF. De plus, des travaux de réhabilitation du bâtiment de la gare d'Eymoutiers sont entamés depuis la fin de l'année 2018. Nous voulons croire que tous

**Vaut-il mieux préserver et développer la desserte ferroviaire et irriguer Limoges et sa périphérie par des transports en commun, ou bien construire le contournement est de Limoges pour augmenter l'afflux de véhicules ?**



ces investissements bénéficieraient durablement aux usagers de la ligne et permettraient des circulations plus adaptées aux besoins. De plus, il serait souhaitable que la ligne permette le transport de marchandises, ce qui s'est pratiqué dans le passé (transport de bois opéré dans les années 2000). Il ne serait pas recevable que des dépenses importantes eussent été réalisées sur fonds publics, donc sur nos impôts, il n'y a pas si longtemps, en 2011 et 2018, pour fermer la ligne quelques années plus tard !

Sauf à imaginer que, comme au temps des "trente glorieuses", il est possible de financer allègrement sur fonds publics ces deux grands projets, qui plus est sans se soucier des impacts sur l'environnement (pollutions, artificialisation des sols...), manifestement, les décideurs vont devoir choisir en se fondant sur une vision à long terme, et au-delà de leur strict périmètre d'intervention.

### Sauver la ligne SNCF Limoges-Ussel

Pour sauver la ligne SNCF Limoges-Ussel, on ne peut nous objecter des arguments juridico-administratifs sur les compétences spécifiques des collectivités territoriales et l'impossibilité de financements "croisés". Des exemples de tels financements existent, entre autres la ligne ferroviaire Sarlat-Bergerac-Libourne : "Le financement de cette opération, dont le coût est estimé à près de 84 millions d'euros est assuré selon la répartition suivante : 27,27 M€ Etat, 35,18 M€ Région, 14,66 M€ SNCF Réseau et 6,75 M€ collectivités territoriales" (1).

Ligne Chateaubriant-Rennes : "Plan de financement des études d'avant-projet de l'opération de renouvellement : les 2 études s'élèvent au total à 1,7 million d'euros : Rennes – Retiers : 900 000 € (Etat 20%, région Bretagne 40%, Rennes

Métropole 10%, Ile-et-Vilaine 5%, communauté de communes du Pays de la Roche aux fées 10%, SNCF Réseau 15%). Retiers – Chateaubriant : 800 000 € (Etat 20%, région Bretagne 17,6%, région Pays-de-la-Loire 37%, Ile-et-Vilaine 5%, communauté de communes du Pays de la Roche aux fées 5,4%, SNCF Réseau 15%) (2).

Autrement dit, à grands traits, et sans oublier les nécessaires compléments en mobilité à imaginer et réaliser à l'est de Limoges : vaut-il mieux préserver et développer la desserte ferroviaire pour les voyageurs comme pour le transport de marchandises, et irriguer valablement la ville de Limoges et sa périphérie par des transports en commun, ou bien construire le contournement est de Limoges pour augmenter l'afflux de véhicules vers la ville, polluants pour encore x années (y compris les véhicules électriques polluants à leur façon) et, rappelons-le, dont personne ne sait s'ils pourront à terme circuler avec un système énergétique durable, non polluant et d'un coût abordable ?

Mais, quelle instance a donc une vision globale, pertinente et anticipatrice de la mobilité sur ce territoire, c'est-à-dire une vision qui n'ignore pas les impacts sur l'environnement et soit respectueuse des préceptes de la "transition énergétique et écologique", de façon à opérer des choix adaptés aux besoins de la population et de l'activité économique, tout en envisageant les évolutions à long terme ? La réponse devrait se trouver à l'échelle du Contrat de Plan Etat Région, à charge pour les assemblées délibérantes et les élus des collectivités territoriales concernées de saisir les responsables de la programmation : l'Etat et la Région.

Helena Pergame

(1) Bergerac.fr, 18 avril 2018.  
(2) "Nouvelle étape vers la modernisation de la ligne TER Rennes-Chateaubriant" sur le site de la préfecture de Bretagne : <https://bit.ly/2NiwztzX>

## Mobilisation citoyenne

Les deux sujets abordés dans l'article ci-dessus se rejoignent sur bien des points. Notamment parce qu'ils mobilisent des groupes de citoyens, POUR la défense de la ligne SNCF, et CONTRE le projet de déviation Limoges-est. Aux dernières nouvelles, on tendrait à terme à supprimer « une partie » de la ligne Limoges-Ussel, étant entendu que le prolongement vers Clermont-Ferrand n'existe plus depuis plusieurs années. Le trafic Eymoutiers-Limoges et retour serait suffisant pour envisager le maintien de ce tronçon. Tout ça au conditionnel, les responsables politiques, à différents niveaux, se concertant, paraît-il, avec d'autres autorités, les responsables SNCF leur renvoyant la balle. Le

papotage inutile est probablement un sport régional (et national). Très concrètement, depuis la manifestation du 8 décembre, et la réception musclée en gare de Limoges (voir IPNS n° 65), seul le groupe des gilets jaunes dit "de la Montagne Limousine", renforcé par des citoyens non-engagés dans ce cadre-là, maintient un peu de pression sur les décideurs. Récemment ont eu lieu deux allers-retours Eymoutiers-Châteauneuf-Bujaleuf, genre "occupation" symbolique et gratuite du train. Beaucoup parmi ces citoyens attendent des informations sur le devenir de la ligne, mais aussi de la gare d'Eymoutiers. Toujours en travaux, qu'elle va être belle ! On se demande bien quel avenir sera réservé aux guichets, ou si un jour on pourra acheter son billet en même temps que son pain, son paquet de tabac, ou son Popu. Affaire à suivre.





# Les éoliennes, cache-misère de la “transition écologique”

Tandis que deux projets d'installation d'éoliennes se mettent en place sur Bujaleuf et Champnétery, en Haute-Vienne, Joseph Mazé tire la sonnette d'alarme : “Le projet éolien national nous saute à la figure, s'apparentant fort à une énorme escroquerie, et dans sa finalité, et dans son mode opératoire.” Explications.

### Où est la priorité ?

La France va se couvrir d'éoliennes, transition énergétique oblige. Tentons de comprendre. Les énergies fossiles sont le facteur principal du réchauffement climatique lié à l'activité humaine. Là se trouve l'urgence comme nous le signalent les alertes des climatologues toujours plus pressantes. Or nous constatons que la taxation des carburants des avions et des cargos n'est pas à l'ordre du jour. Nous constatons qu'aucune disposition n'est prise pour tenter de réduire la circulation aérienne, maritime et terrestre. Quand Airbus signe un nouveau contrat de vente d'avions, c'est la fête. Nous constatons que l'investissement de l'État dans l'isolation des habitations est ridiculement faible. Nous découvrons, à l'inverse, que le programme éolien est magistralement soutenu par un financement de dizaines de milliards d'euros. Nous commençons à comprendre que la priorité n'est pas à la lutte contre le réchauffement climatique. Cette lutte sera laissée aux générations futures. La priorité est à l'investissement dans la “croissance verte”, l'énergie éolienne, les voitures électriques, l'industrie numérique, “l'intelligence artificielle”, etc... La Chine prend de l'avance sur nous. Là se trouve l'urgence. L'électricité éolienne ne sera pas en remplacement du nucléaire, mais en complément pour alimenter les besoins croissants en électricité. Pour le moment encore les éoliennes semblent donner le change aux antinucléaires, qui les voient d'un bon oeil, petite vitrine “écologique” même si elles sont aux mains d'industriels goinfres de subventions. Ne désespérons pas qu'un jour leurs yeux s'ouvrent.

### Deux projets en catimini

C'est ainsi que débarque chez nous, en catimini, sur Bujaleuf et Champnétery, un projet de 2 parcs éoliens, début 2018. Les élus, démarchés par l'entreprise Valéco, donnent leur accord pour une étude préalable. Valéco rencontre les propriétaires fonciers, dont les 2 maires, et obtient une majorité de signatures de promesses de bail. Deux semaines plus tard ces promesses sont devenues bail irrévocable. Et le projet des 2 parcs éoliens est ficelé. Aucune information préalable à cet accord des élus n'a été donnée à la population, pas même aux riverains, dont 2 employés municipaux, qui “bénéficieront” d'éoliennes de 200 mètres de haut à 500 mètres de leurs maisons. Le projet se concrétise. Conformément à la réglementation, une étude environnementale est lancée, un mât de mesure du vent est posé, une enquête publique suivra, ces préalables étant juste de pure forme. Il n'est plus besoin de vent pour monter une éolienne. Il suffit de la subvention de l'État et de la signature des propriétaires bailleurs. Il n'est plus besoin non plus de l'accord des maires. Ils sont démarchés quand même, leur avis favorable étant une carte de visite utile pour démarcher les propriétaires. Des protestations de riverains s'élèvent, les élus s'en étonnent ou se murent dans le silence. Une association anti-éolienne est créée, de citoyens qui ne veulent pas d'éoliennes ni dans leur jardin, ni dans celui de quiconque. Les relations avec les élus et les bailleurs se sont refroidies. Les informations circulent enfin. Quantité d'autres associations anti-éoliennes existent déjà, en Limousin et à travers la France entière. 200 éoliennes sont en projet sur la Haute-Vienne.



### La finalité des éoliennes

L'État n'a jamais eu l'intention de fermer ses centrales nucléaires, il espère au contraire en construire d'autres. Son projet éolien a pour lui 2 avantages. D'une part il donne l'illusion de la transition énergétique vers une électricité “propre” qui a la faveur des Verts et des associations écologistes. D'autre part il lui permet d'augmenter sa production d'électricité pour sa croissance verte. Les éoliennes ne sont pas un moyen de lutte contre le réchauffement climatique. Elles fournissent du courant en moyenne pendant 25 % du temps. Le reste du temps le relais est pris par les centrales à charbon ou à gaz, énergies fossiles qui participent au réchauffement climatique. Cherchez l'erreur !

### Le mode opératoire

L'État se défait toujours plus de sa mainmise sur l'énergie. Il confie son projet aux industriels qui ont pour mission d'inonder le territoire d'éoliennes, moyennant subventions. Subventions pour la construction et subventions pour la production d'électricité : 82 € le Mwh, pendant plusieurs années. EDF facture aux abonnés 41 € le Mwh, et récupère sur leur facture le surplus qu'il a payé aux producteurs éoliens (c'est ce qui apparaît au dos de la facture avec la ligne CSPE : contribution au service public de l'électricité). De leur côté, les industriels éoliens peuvent vendre et acheter des parcs éoliens comme des petits pains. Total, par exemple, achète des parcs éoliens pour avoir des exonérations de taxes carbone sur ses raffineries de pétrole. IKEA achète des parcs éoliens pour se faire une publicité d'entreprise “verte”. En France, l'éolien c'est d'abord un business. Quand le promoteur s'invite dans notre Limousin (comme ailleurs) la discrétion est de rigueur. Il ne faut pas ébruiter le projet, sous peine de le faire capoter. Les échanges avec les élus se font dans la confidentialité. C'est là où ces derniers rentrent (naïvement ou pas) dans le jeu du promoteur, engageant l'avenir de la commune et de ses habitants sans la moindre information ni concertation préalables (même si, comme dit plus haut, leur accord n'est plus indispensable). Ce déni de démocratie est proprement insupportable.

Une éolienne rapportera au bailleur entre 1 000 et 6 000 euros par an, suivant le vent, soit plus près de 1 000 que de 6 000. Les communes reçoivent aussi une manne financière qui est évidemment, comme pour les bailleurs, la seule raison de leur accord. Même si certains maires, comme le nôtre, un brin tartuffes, se sentent devenir écologistes, se déclarant désormais “commune à énergie

positive”. La distance minimale par rapport aux habitations a été réduite de 1 500 à 500 mètres, alors que ces machines atteignent un gigantisme écrasant. Les nuisances sanitaires sont balayées d'un revers de main, alors qu'elles sont patentes et invalidantes pour nombre de riverains. Le recours au tribunal administratif en première audience est supprimé pour les opposants qui portent plainte. Ils doivent aller directement en appel (ce qui accélère les procédures, qui ne concluent jamais en faveur du plaignant, sauf cas exceptionnel). Rappelons que l'Académie de médecine recommande “de n'autoriser l'implantation de nouvelles éoliennes que dans des zones ayant fait l'objet d'un consensus de la population concernée”. Mais les gestionnaires de l'État, comme les élus locaux, se moquent de leurs administrés.

La situation sur la région Monts et Barrages 80 maires et conseils municipaux à la ronde ont reçu de ma part une alerte sur ces démarches de promoteurs éoliens, leur conseillant notamment de mettre en garde leurs propriétaires fonciers sur les pro-

messes de bail trop vite signées. Ma lettre n'attendait pas vraiment de réponse. Je n'ai eu aucun retour. Il est vraisemblable qu'une large majorité d'entre eux serait favorable à un projet sur leur commune. D'ailleurs d'autres projets éoliens sont déjà en cours ou conclus depuis 2018, sur notre territoire proche. Le problème pour les propriétaires bailleurs c'est que le bail emphytéotique les rend propriétaires de l'éolienne en fin de bail... avec le démantèlement à leur charge ! Je suis frappé du mutisme ambiant, chez les habitants, écologistes inclus, comme chez les élus, sur ce sujet des éoliennes, comme s'il ne fallait pas en débattre, comme s'il était indécent de les refuser. Quelques opposants se lèvent quand même, notamment sur St-Méard. Des paysans refusent aussi de signer sur St-Julien-le-Petit. Des réunions d'information vont se tenir à l'initiative des associations antiéoliennes, malheureusement souvent trop tard si les promesses de bail sont déjà signées.

Ailleurs en France, quantité de témoignages remontent des régions, Aveyron, Allier, Nord, Pays-de-la-Loire, de la part de collectifs, attestant de nuisances environnementales, paysagères, sanitaires, touristiques, de dépréciation du patrimoine immobilier, de désertification accentuée, de dégradation des relations sociales. Globalement un gâchis immense est en cours. Les forces de l'ordre sont en train d'évacuer la ZAD de l'Amassada en Aveyron qui refusait un projet de centaines d'éoliennes et d'un transformateur géant sur leur territoire.

Et pendant ce temps, le réchauffement climatique continue paisiblement sa courbe ascendante.

Joseph Mazé, Bujaleuf



### Du vent sur le plateau ?

Ainsi est intitulé un tract - non signé - annonçant un deuxième projet d'éoliennes dans l'ouest de la Montagne Limousine. Non signé ? C'est bien dommage, parce qu'en lisant ces lignes, et même entre les lignes, vous aurez bien du mal à savoir qui en est l'auteur. Le texte ne prend parti ni pour ni contre, mais le dessin en-dessous est pourtant particulièrement significatif : il montre Don Quichotte et son fidèle Sancho face à des éoliennes remplaçant les célèbres moulins à vent. Toujours est-il que les lieux sont précisés : le parc éolien des Pougues (nom introuvable sur une carte) serait situé à cheval sur les communes d'Eymoutiers, Doms et Chamberet, soit du côté de Souffrangeas, le Grand Bouchet et le Mazaleigue. Les communes sont demandeuses. Le concepteur en est Engie Green (quel snobisme !) qu'on peut traduire par EDF vert. Et le tract d'annoncer réunions bla-bla, du vent donc ? On sait combien notre belle société publique a à cœur les intérêts de l'écologie, comme ceux des habitants. Nous vous tiendrons au courant des suites, si les auteurs du tract veulent bien nous informer...



# “La Tontinette” un outil pour l’achat collectif de terres agricoles et la solidarité dans l’installation en Ariège

Suite à la dernière fête de la Montagne limousine, un groupe de paysans et paysannes se retrouve régulièrement autour de diverses thématiques professionnelles. Pour éclairer la question du foncier (comment l'acquérir et faciliter l'installation) ils ont accueilli le 23 janvier dernier, trois personnes venues d'Ariège pour leur présenter un Groupement foncier agricole mutuel (GFAM) : “La Tontinette”. Une expérience inspirante que ses promoteurs décrivent ici pour nos lecteurs.

Nous sommes un collectif de personnes composé d'agriculteurs et agricultrices, de futurs.es installé.e.s et de personnes sensibilisées à la question de l'accès au foncier agricole. Les prix exorbitants des terres empêchent de nombreuses personnes de mener à bien leurs projets d'installation agricole au vu des emprunts nécessaires. En plus, si le projet ne rentre pas dans les clous technico-administrativo-économiques exigés aujourd'hui, l'installation devient impossible.

### Faciliter l'accès au foncier

Nous avons profité de l'expérience des GFAM du Béarn et du Pays Basque et nous sommes inspirés de leur idée de mutualisation pour “La Tontinette”. En 2017, notre groupe met sur pied le GFAM “La Tontinette”. Les statuts de cette structure assurent que les terres qu'elle acquiert sont exclusivement à usage agricole, qu'elles resteront la propriété du GFAM et ne seront pas revendues à d'autres fins. Ses terres

sont louées par bail à ferme (9 ans reconductibles) ce qui garantit une installation pérenne pour les futur.e.s agricultrices et agriculteurs. À l'instar de Terres de Liens, “La Tontinette” est un outil pour faciliter l'accès au foncier agricole et pour le préserver. Notre organisation locale favorise une gestion directe par les associé.e.s du GFAM et les locataires et locataires des terres. Les réunions sont ouvertes à tou.te.s et les décisions sont prises ensemble sur la base d'une personne une voix et non en fonction du nombre de parts acquises. De plus, nous nous spécifions dans notre refus de soumettre les futur.e.s installé.e.s à une évaluation quelle qu'elle soit : ni étude préalable de dossier, ni contrôle ultérieur de pratique, plutôt une relation de confiance et l'adhésion à la charte qui nous réunit. Nous privilégions les échanges, les discussions et les partages d'expériences pour relier dans une dynamique collective les usagère.er.s des terres et les associé.e.s.

### Solidarité et entraide

“La Tontinette” ne se positionne pas comme un simple propriétaire mais comme une ressource de solidarité et d'entraide, à l'image d'un récent chantier collectif pour la construction d'une petite bergerie. Cet outil fonctionne et de nouveaux projets d'installation peuvent se concrétiser si de nouvelles personnes s'associent au GFAM en prenant des parts (de 1 à 40 parts par personne, 50 € la part) et/ou en participant à la dynamique collective autour des installations. Aujourd'hui, une soixantaine d'associé.e.s ont permis l'installation d'une maraîchère sur la commune du Fossat et de deux éleveuses sur la commune de Madière (voir leurs témoignages en encadré). Nous aimerions inspirer et appuyer d'autres projets afin que se multiplient des structures de mutualisation, pour la reprise de foncier agricole ou pour d'autres activités, ici et ailleurs. Nous avons envie de continuer cette histoire, nous devons la continuer pour

sortir plus de terre de la spéculation, pour permettre à de nouveaux projets d'éclore.

Contact : [tontinette@riseup.net](mailto:tontinette@riseup.net)

### Qu'est-ce qu'une tontine ?

En Afrique, en Asie et dans d'autres communautés (Roms, ethnies indigènes d'Amérique du Sud...), la “tontine” est une coutume qui consiste à mettre de l'argent dans une caisse commune dont le montant est remis à tour de rôle à chaque membre pour concrétiser un projet ou parer à des problèmes financiers.

### Le papillon étoilé installe sa ferme autonome

Durant l'été 2016, après plus de 5 ans à chercher un terrain, je rencontre des personnes souhaitant aider des paysans à s'installer, c'est ensemble que nous allons créer la Tontinette. Fin mai 2017 nous acquérons une parcelle de 2,5 ha sur la commune du Fossat. Je peux enfin entrevoir mon avenir agricole en cultivant d'abord sur 500 m2 et j'installe un premier carré de fraisiers. Une campagne de financement participatif me permet d'investir dans du matériel qui me facilitera la tâche, de construire une structure pour stocker et me restaurer sur place, de mettre en place les premiers tunnels nantais, de commencer à tester des recettes et à continuer l'observation. Je pratique du maraîchage diversifié sur planches permanentes, sans travail du sol ni arrosage. J'expérimente différentes techniques afin de trouver l'itinéraire le plus adapté à la nature de sol. J'adhère à l'association Maraîchage sur Sol Vivant (réseau de pay-

sans chercheurs). Pour 2019 j'ai prévu le montage d'une serre et l'agrandissement du hangar. Je suis dans l'attente de l'acceptation par l'architecte des bâtiments de France. 1500 m² de maraîchage seront mis en culture, afin de commercialiser sur Le Fossat et je continue la production de plants de légumes d'été en suivant le cycle lunaire. L'objectif est d'arriver à 5 000 m2 cultivés pour me permettre de préparer mes recettes maison et pouvoir proposer des repas. J'aimerais mettre en place un verger et des petits fruits. J'ai quelques poules, je vais commencer à les reproduire sur place dès cette année et je pense loger un âne une fois la clôture posée. Rejoindre La Tontinette c'est pérenniser cette grande et belle aventure de solidarité en Ariège !

Bénédicte Moretti  
06 69 34 05 38,  
[lepapillonetoile@gmail.com](mailto:lepapillonetoile@gmail.com)



Brebis Thône et Marthod

### La Moutinerie, un projet de ferme collective installé par La Tontinette

Grâce à La Tontinette et sa dynamique d'entraide, nous avons pu nous installer il y a un an déjà à Madière. Bien au-delà du classique rapport propriétaire-locataire, les membres du GFAM ont été (et sont encore) d'un grand soutien politique et pratique avec des chantiers collectifs. La Tontinette est un espace où nous pouvons partager nos doutes, nos difficultés et où notre projet n'est pas jugé. À La Moutinerie, nous sommes en train de monter un petit troupeau de brebis Thône et Marthod, race rustique de Savoie, pour la laine et la viande, engraisée à l'herbe, en bio et en vente directe, et qui transhume l'été dans les montagnes ariégeoises. Nous produisons

aussi du blé en vue de faire du pain, car sur 38 hectares, il y a de quoi faire. Mais notre installation n'a de sens que si elle s'inscrit dans une perspective collective, c'est pourquoi nous cherchons des gens pour mener d'autres productions et activités sur le lieu. Tout est possible, des envies sont déjà là, il ne nous manque plus que d'autres personnes pour les impulser. Beaucoup de choses sont possibles en plus de l'atelier brebis : maraîchage, arboriculture, céréales, apiculture, etc. Alors parlez-en autour de vous !

Laura et Mélanie  
07 70 05 06 54,  
[melanie.voisin@gmail.com](mailto:melanie.voisin@gmail.com)



# Gilets jaunes

La couverture du dernier IPNS et le choix de l'imprimer en jaune a surpris quelques lecteurs qui ont pris cela pour une adhésion pleine et entière à un mouvement que certains jugent discutable sur certains points. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les Gilets jaunes font parler les gens entre eux, qu'ils ont descendu dans les rues, sur les rond-points et autour des braseros, une parole qui part parfois en tous sens, mais dont le fond apparaît clairement comme une révolte contre les inégalités et les injustices. Du débat "taxe carbone versus baisse des taxes sur le carburant" (un résumé rapide tel que certains percevaient le mouvement en ces débuts) on en est venu à parler de beaucoup d'autres choses. Le débat, la revendication, l'interpellation, les discours se sont installés partout depuis le terrain. Le pouvoir a dû s'y plier à sa manière, en lançant cette idée de Grand débat. Intéressant aveu au passage : si on organise un Grand débat, c'est bien qu'il en manque cruellement dans le fonctionnement général de notre société – et cela à la plupart des échelons : national bien sûr, mais également au niveau local. Il n'y a qu'à voir comment ont été gérées les fusions d'intercommunalités ou la mise en place des nouvelles régions... Sur la Montagne comment tout cela a-t-il été vécu ? Petit résumé qui ne prétend nullement à l'objectivité.

## A propos d'une couverture

Que voulions-nous dire avec la couverture jaune de notre n°66 ? Lorsque le mouvement des gilets jaunes est effectivement parti d'une revendication fiscale (la taxe sur le diesel), beaucoup d'entre nous ne s'y reconnaissaient pas vraiment. Mais, très vite, au fur et à mesure des semaines, il s'est passé quelque chose dans notre pays qui a dépassé très vite cette "simple" revendication. Une grande partie de la population (ceux qui manifestaient bien sûr mais aussi les 70 à 80 % de Français qui approuvent ce mouvement) a affiché de façon anarchique, contradictoire, maladroite, énervante, sincère, touchante, etc., un ras le bol généralisé qui, au final, pose la question de l'égalité, de la justice et de la répartition des richesses. C'est une révolte fiscale qui tourne à une révolte plus politique, comme nombre de révoltes et même de révolutions dans le passé... Les gilets jaunes à partir d'un moment ne défendent plus une ou des revendications précises (il y a un peu de tout dans la somme de celles qu'on entend, depuis la hausse du Smic jusqu'au referendum d'initiative citoyenne) mais affichent

une aspiration à autre chose, une demande de reconnaissance et de dignité, une exigence de modestie de la part de pouvoirs arrogants qui les regardent de haut - classique mépris du "peuple" par l'élite qui agit pour son bien et qui sait mieux que lui ce qui est bon pour lui -. Une banderole à Paris le disait à sa manière : "On a retrouvé la fraternité. On est venu reprendre la liberté et l'égalité" Ensuite, que faire ? C'est bien ce que notre couverture s'empresse de ne pas dire en ouvrant largement le spectre des "revendications" (clin d'oeil aux "voeux") pour 2019, chacun pouvant inscrire dans cette révolte ses propres priorités - en cohérence en cela avec l'hétérogénéité du mouvement et de ce qui s'y dit.

## Écolos méfiants

Certes un ami pas vraiment convaincu qui est allé sur un rond-point reste dubitatif : "J'y ai affiché mon point de vue écolo. Je n'ai pas eu de réactions de rejet, mais il faut dire que j'y ai retrouvé des copains qui militent à la France Insoumise et que c'est surtout avec eux que j'ai discuté... J'ai aussi vu les emballages plastiques des saucisses achetées à Netto balancées dans le feu. Paraît que je m'arrête sur des détails et même si les copains ne sont pas d'accord, ils ne disent rien. Faut pas contrarier le peuple. Un gars des GJ a voulu me faire signer un cahier de doléances sans que je lise les doléances : très démocratique comme procédé... Faut pas s'arrêter sur les détails. En insistant, j'ai pu les lire et la première ligne est une demande de ramener le prix du gasoil à 1,10 €. Faut pas s'arrêter sur les détails... Un autre GJ m'a dit : "C'est pas nous qui polluons, ce sont les agriculteurs". Je lui faisais alors remarquer qu'il s'apprêtait à bouffer des saucisses issues du système agro-industriel qu'il accusait... Faut pas s'arrêter sur les détails...

Mon sentiment actuel est le suivant : si socialement parlant, je soutiens plutôt le mouvement des GJ, écologiquement parlant, je ne peux pas soutenir des revendications qui demandent une augmentation du pouvoir d'achat, ce qui par conséquent, ne fera qu'accélérer le système qui nous propulse dans le mur..."



## Ecolos confiants

C'est vrai que la préoccupation écologique n'est pas la première des préoccupations du mouvement. Mais un autre témoignage, à la barrière d'autoroute à la frontière espagnole, montre que les choses sont un peu moins manichéenne : "Un monsieur me dit : "Ils nous gavent avec leurs taxes..." (bon, ça commence mal me dis-je) puis il montre la file de camions arrêtés : "C'est à eux qu'il faudrait faire payer des taxes !" (Déjà je suis plus d'accord, et j'entends là une exigence d'égalité) et puis il finit en me disant : "Vous

pouvez pas savoir le nombre de camions qui passent ici, c'est énorme, il faudrait tous les mettre sur des trains" (Tiens, j'suis d'accord). Je lui rétorque : "Il ne fallait pas fermer les lignes de chemin de fer alors..." Réponse : "Bien sûr, mais ils s'en foutent, le service public c'est pas leur problème !". Bref mon gilet jaune finissait donc par pouvoir s'entendre avec un écolo qui défend le ferroutage.

"Le samedi 8 décembre à la gare de Limoges pour la manifestation de défense de la ligne Limoges-Ussel étaient mêlés sur les quais, les voies et devant la gare, ceux qui partis d'Eymoutiers défendaient la ligne SNCF, des personnes vêtues de gilets jaunes et des marcheurs de la marche du climat venus rejoindre le blocage de la gare. Un autre témoignage, sur un autre rond-point : "Nous discutons à trois quatre. Un gilet jaune voit passer un camion polonais et commence à taper sur ces "étrangers qui cassent les prix et les salaires". Avec les deux autres, on parle avec lui, et on lui fait partager notre point de vue : "Ce n'est pas ce chauffeur polonais qu'il faut attaquer, mais les patrons qui l'emploient et l'organisation du travail en Europe qui permet cela"; on discute et le type convient qu'il est bien d'accord avec nous."

## Les rond-points tournants de la Montagne

Sur la Montagne, quelques personnes sont allées dès le début du mouvement sur les rond-points occupés les plus proches (Ussel, Limoges, Aubusson). Le 7 décembre une réunion à Chavanac a lancé une dynamique plus locale qui s'est concrétisée depuis par des "rond-points" tournants dans les villages de la Montagne, avant de se stabiliser temporairement à Eymoutiers, tous les jeudis soir à 18h. Hormis les habitants du coin, ce rendez-vous régulier a reçu à plusieurs reprises les visites de gilets jaunes venus des ronds-points les plus proches : la 23 (Ussel), les gilets jaunes de la Seiglière (Felletin-Aubusson), et plusieurs habitués du rond-point de Grossereix à Limoges. Les assemblées ont accueilli plusieurs dizaines de personnes à chaque fois, et quelques actions ont été menées : "prise d'assaut" du train Limoges-Ussel organisée de manière

à pouvoir faire un aller retour rapide entre deux arrêts (Lacelle-Eymoutiers-Lacelle, Eymoutiers-Bujaleuf-Eymoutiers), prise de parole devant le monument aux morts de Gentioux à l'avant-veille de l'acte XII contre les violences policières... Les jeudis des gilets jaunes de la Montagne sont l'occasion de discuter des actions de la semaine passée et de celles à venir, y compris lorsqu'il s'agit de rallier en groupe une des villes où se tiendra un rassemblement prochain, comme Toulouse, Clermont-Ferrand, ou Paris le 16 mars. Des échanges réguliers ont lieu avec le rond-point d'Ussel qui s'est installé depuis plusieurs semaines dans un local prêté par la mairie. Des actions ponctuelles ont eu lieu (comme l'occupation du Trésor public d'Ussel, le murage symbolique de la sous-préfecture, des visites intempestives à l'occasion d'interventions publiques d'élus locaux), ainsi que des réunions publiques d'informations et des assemblées inter-rond-points qui ont réuni à chaque fois une cinquantaine de personnes de 5 à 6 groupes proches (Creuse, Cantal, Sud-Corrèze, Montagne Limousine...). Suite à l'appel des gilets jaunes de Commercy (Meuse), ceux de la Montagne et d'Ussel réfléchissent à envoyer une petite délégation à Saint-Nazaire où aura lieu une "Assemblée des assemblées" début avril. De leur côté les gilets jaunes de la Creuse

qui se rassemblent sous la bannière "Creuse unie" ont organisé une réunion citoyenne à Sardent le 7 mars qu'ils souhaitent renouveler dans le futur pour discuter de leurs propositions. L'atmosphère y était très revendicative et un peu désordonnée mais il était clair que l'assemblée était très motivée et n'est pas prête à baisser les bras et délaisser les rond-points. La marmite bout et il est peu probable qu'elle se refroidisse de sitôt.

Michel Lulek

## Contacts :

Pour retrouver les Gilets jaunes de la Montagne sur internet :

gidelamontagne@riseup.net et facebook "Gilets jaunes de la montagne limousine"

Pour les Gilets jaunes de Creuse : www.facebook.com/LaCreuseUnie

Pour les Gilets jaunes d'Ussel : Facebook "Colère corrézienne"



## Une demande forte de démocratie

Le soulèvement des gilets jaunes, surgissement inédit et protéiforme sur le devant de la scène politique n'est pas que le fait d'une simple colère. Son émergence exprime certes une révolte contre l'injustice sociale et fiscale mais par sa rapide politisation il est devenu un événement politique. Invisibles, inaudibles, parfois méprisés, souvent à l'écart de la "politique", des couches populaires de la société sont entrées en lutte et en recherche d'un débouché politique. Si l'on ne sait pas à l'heure où ces lignes sont écrites où cette révolte citoyenne ira, qui n'est pas celle d'une catégorie sociale particulière ni celle d'une sympathie partisane, on peut néanmoins dire qu'elle confirme le rejet des logiques institutionnelles et de leur mode électif. Cette révolte ne surgit pas de rien. Les signes de la contestation existent depuis longtemps tant au plan social qu'au plan des modes de vie politique.

Dans la V<sup>e</sup> République, les gouvernements se succèdent, les échelons et les règles institutionnelles se transforment mais la demande sociale et citoyenne ne parvient pas à obtenir les bonnes réponses. Il y a dans le pays une volonté de changements profonds dont a témoigné le "dégagisme" mais elle n'est pas prise en considération ou alors de manière politicienne comme

l'élection de Macron l'a illustrée.

Résultats : des abstentions records aux élections, le choix du moins pire, un électorat d'extrême droite à 20 %, une défiance qui s'accroît à l'égard de tout ce qui s'organise et s'active dans l'espace étatique : partis, syndicats, médias. Cela exprime une volonté citoyenne grandissante de rompre avec le phagocytage de l'espace public par la politique instituée qui se cloisonne et devient un espace où les dés sont pipés. Ce n'est pas le signe d'une dépolitisation mais du rejet d'un mode de vie politique dont on n'attend plus rien. Et voici que venue des entrailles du "demos", de ces catégories sociales invisibles, cataloguées, vouées à se plier à ce que l'on décide pour elles, s'exprime au grand jour, sur des espaces et formes inédits, décentralisés et autonomes, horizontaux et hors intermédiaires, une forte demande de démocratie. Une démocratie qui leur donne - redonne ? - une qualité de citoyen alors même que la vieille idée tenue pour évidente est celle de leur incapacité à assumer la gestion des affaires publiques et que l'on prie de consentir de gré ou de façon autoritaire au bon vouloir des aristocraties patronales et institutionnelles.

Roger Fidani





# Notes provisoires sur le mouvement des gilets jaunes

“On met un pognon dingue dans les minima sociaux et les gens sont quand même pauvres” Emmanuel Macron, juin 2018

“Travail, famille, pâtes, riz”. Anonyme du 21ème siècle

Rescapés d'une époque lointaine, où la “violence” politique ne s'arrêtait pas au mobilier urbain et aux vitrines des banques, Zig et Puce se sont penchés sur le mouvement dit des “gilets jaunes”. Le jaune vif du gilet aux vertus radio-luminescentes que rien ne destinait à devenir un tel fétiche, surpassera désormais en notoriété d'autres produits qui lui disputent sa couleur, du banal surligneur au très intrusif “compteur Linky”.

Aucun Etat au cours de l'histoire n'a pu sérieusement prétendre qu'il levait l'impôt au nom d'une légitimité qui ne soit pas elle-même hautement discutable. Mais l'Etat français d'aujourd'hui, alors qu'il s'avoue dans l'incapacité de faire payer les GAFAs et autres hyper-puissances financières, ne s'embarrasse pas de phrases, serait-ce de pure forme, quand il s'agit de justifier et d'encaisser l'impôt. Qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'un tel Etat, qui pèse désormais si peu dans la marche des événements, se trouve en mauvaise posture quand il voudrait continuer, tranquillement, à taxer sa population captive et compenser sur le dos des plus faibles les pertes abyssales qu'il subit par ailleurs.

S'il y a un mérite qu'il faut concéder à l'extravagant locataire de l'Elysée, c'est d'avoir, à force d'impudence, récolté ce à quoi tous ses prédécesseurs avaient bon an mal an su échapper. Macron-le-Petit, comme l'aurait nommé Victor Hugo, le nain qui se prend pour Jupiter, le “puceau de la pensée” dit Emmanuel Todd, est parvenu en un temps record à concentrer assez de griefs sur sa personne, au point de jeter dans la rue - hormis bien sûr sa propre classe sociale - la seule frange de population qui n'y allait jamais. Celle-là même qui semblait tout pouvoir subir sans jamais réagir, les “invisibles”, l'inoctave “majorité silencieuse” bâillonnée par les dettes et l'emploi devenu rare, celle que personne ne pensait voir se soulever un jour.

Quatre mois se sont écoulés depuis qu'entre les murs de l'Elysée, le jaune commença à hanter les cauchemars du président et de ses conseillers. Quatre mois que l'establishment de politiques et de journalistes employés à mettre en scène l'adhésion résignée des foules, se mit à afficher des airs de sauve-qui-peut, tentant d'échapper à l'évidence de ce qu'il tenait pour impensable. Qui ne se souvient des sorties hystériques de tel flic syndicaliste, de tel ancien ministre, de telle vedette du showbiz qui perdant leur sang froid appelaient à faire donner l'armée, à tirer dans le tas. Lesquels, estimant le gros de l'assaut passé, pensant avoir retrouvé l'initiative, se mirent à rivaliser de petites calomnies et de coups bas. La basse vengeance est l'apanage des gens de pouvoir qui, après s'être sentis perdus, peuvent se croire tirés d'affaire.

Ce qui s'annonce comme une simple protestation contre la taxe de trop, tourne à l'insurrection. Le racket sur le carburant est d'autant plus insupportable qu'il s'autorise de l'urgence écologique.

L'événement déroute ; il fait tâche dans le paysage idéologique ordinaire. Dans quelle case le ranger ? Facho, pas facho ? Dans le petit monde militant, on hésite, on fait les blasés. Risquer par imprudence d'apporter sa bénédiction à la “bête immonde” ? On choisit l'anathème, on dénigre. A tout hasard, on lance “poujadisme !”, “populisme !”, “complotisme !” et autres “racisme”, “antisémitisme”, “homophobie”, etc. ; inoxydables “valeurs” de la bien-pensance libérale. Les écolos sont furieux à l'idée que le gouvernement pourrait céder devant des brutes diésélistes. Après tout la “taxe carbone”, c'est quand même leur grande idée. Les centrales



syndicales - à l'exception de Sud-Solidaire - préfèrent jouer “la grande muette”, oublient pour l'occasion des décennies de gesticulations rituelles en faveur du sacro-saint “pouvoir d'achat”.

Un tsunami de mécontents déferle sur les ronds-points, investit les villes moyennes, monte chaque samedi sur Paris. De mémoire de Parisiens, c'est du jamais-vu. Voilà que les émeutiers passent leurs nerfs sur les beaux quartiers ! Une fois n'est pas coutume, les nantis de la rive droite se voient noyés dans les gaz de leur propre police. Dans l'histoire, on cherche en vain l'équivalent. Ce qui sonne d'abord comme une jacquerie, prend vite des airs de 89. Les outrages ça suffit ! Comme dans les manuels d'histoire, le petit peuple se met à rêver de “révolution”. Il entend laver l'offense : “Macron démission !”. Il veut la tête du golden-boy. Les ronds-points s'ornent de cercueils à l'effigie de ce chouchou des tabloïdes, de la banque et du CAC40. Chez les gouvernants, on sait la situation critique. Au plus fort de l'assaut, l'intégrité de l'édifice ne repose plus que sur la police. Et comme c'est rarement le cas, les forces de police se trouvent confrontées sociologiquement à des semblables : le beau-frère, le cousin, les voisins, leurs propres enfants, et même leur propre épouse comme le souligne un syndicat de police plutôt minoritaire. Pendant les trois, quatre premières semaines, l'issue restera incertaine.

D'instinct, les gilets jaunes se tiennent à grande distance des partis et syndicats, auxquels ils empruntent toutefois un certain style revendicatif. Les partis dits “antisystèmes”, habitués à surfer sur le mécontentement populaire et le ressentiment envers les nantis, peinent à prendre pied dans la place. Les gilets s'obstinent à mettre tous les appareils politiques dans le même sac, ils récuse toute forme de représentation. On se voudrait “apolitique”, égalitaire, cultivant l'horizontalité avec un formalisme quasi-dogmatique. La moindre velléité d'organisation partisane, les prétentions au moindre leadership, sont immédiatement étouffées dans l'œuf. Même s'il est évident que les réseaux sociaux reviennent à fabriquer des leaders de fait ; les “figures” du mouvement, adoubees à coup de “like” et de “followers”. De même que l'on vomit la politique, on maudit les médias et leurs journalistes, qui éprouvent le plus grand mal à se faire accepter sur le terrain. Une situation qui poussera l'éditorialiste du Monde, dans un

accès de panique et de confusion mentale, à titrer l'une de ses chroniques “Crise sociale : halte au lynchage”, cautionnant par avance sur le mode “la démocratie en péril !”, la liquidation brutale du mouvement.

Tandis que le milieu politico-médiatico-culturel s'apprête à célébrer par quelque cérémonie creuse le cinquantième anniversaire de 1968, la France redevient le théâtre d'un soulèvement social qui, enfin, mérite sans discussion le qualificatif de sauvage. On n'avait rien connu de tel depuis un demi-siècle : un mouvement maître de sa temporalité, qui ne cherche pas à se greffer sur un calendrier syndical, qui s'avère habile à économiser ses forces, à s'organiser pour durer ; bref, tout ce que ne sait pas faire l'activisme militant.

Parmi ces militants de toujours - évidemment revêtus du gilet ! - certains n'ont pas manqué de lancer un de leurs appels rituels à la “grève générale illimitée”. Ceux-là peinent à réaliser qu'un capitalisme des transactions a supplanté le vieux capitalisme industriel. Que serait la portée d'une telle grève si elle devait avoir lieu ? Eviter de s'égarer dans une grève condamnée à échouer pour y laisser le peu d'argent qu'on n'a plus, c'est à l'évidence faire preuve d'une clairvoyance stratégique élémentaire.

Un autre trait de génie à faire mourir d'envie une armée de “communicants”, c'est d'avoir choisi le gilet comme emblème du mouvement. Un symbole échappant à toute connotation politique, un banal vêtement pour les situations de détresse, terriblement voyant et obligatoire dans chaque véhicule. Il n'est pas besoin d'avoir été scénariste à la Metro-Goldwyn-Meyer pour imaginer l'affolement qui s'empara de l'état major présidentiel à partir du 1er décembre. Durant les trois premières semaines, les gilets jaunes ont eu partout l'initiative, le choix des lieux et des modes d'action. Les plus grosses pointures en gestion des crises, les cadors de la stratégie contre-insurrectionnelle, accourent des quatre coins du monde pour offrir leurs services aux collègues malmenés.

Par un renversement sémantique dont les journalistes sont coutumiers, ce qui à long terme est qualifié de “crise des gilets jaunes” est évidemment une crise de l'Etat. Qui parvient à prétendre que cette monstruosité impériale qu'est l'Arc de Triomphe, est un emblème immuable des

“valeurs républicaines”, peut soutenir avec le même cynisme que l'antisionisme revient à s'en prendre indistinctement à l'ensemble des juifs. La guerre sociale est une guerre sémantique, autant qu'une guerre de terrain. Entre le 1er et le 8 décembre, le ministre de l'intérieur annonce que des énergumènes vont monter sur Paris “dans l'intention de tuer” ; ce faisant, il couvre par avance, tout en les encourageant, les bavures de la police. Chaque semaine apporte son lot d'interpellations et surtout de mutilations délibérées infligées de préférence à des manifestants inoffensifs.

De sorte que semaine après semaine, le mouvement se voit poussé sur la défensive. L'emblème du gilet devient un talon d'Achille. N'importe qui peut l'endosser, lui faire dire ou faire n'importe quoi : flics, mouchards, provocateurs, récupérateurs et manipulateurs en tous genres. Inlassablement, les manifestants dits “légitimes” sont invités à se démarquer des “casseurs”, les voilà à présent qui protestent de leur “pacifisme”. Ce qui au départ est une explosion de colère, se voit pressé de formuler des “revendications”, invité à regagner les clous du “dialogue social” ; et des “citoyens” irréprochables finissent par pleurnicher sur la “surdité du gouvernement”.

On entend couramment la thèse selon laquelle le phénomène des “gilets jaunes” serait un produit des “réseaux sociaux”, une chimère communautaire sortie du cybermonde. Soit ! Dans ce cas, il faudra aussi leur reconnaître une capacité remarquable à passer du virtuel dans le réel ; quand, par

exemple, sur les ronds-points, ils font l'expérience d'affinités collectives on ne peut plus concrètes. Réalités locales obligent, il n'est pas possible de conclure sans dire quelques mots du Plateau. Il aura fallu attendre la première semaine de décembre pour que se manifeste un début d'intérêt pour les gilets,

suivi un peu plus tard de cet amer constat : entre les sophistications du milieu local et les gilets, la mayonnaise a du mal à prendre. Dans d'autres régions, on fait la même observation. L'attention portée avec tant d'insistance sur les singularités locales, réelles ou supposées, au prix d'accommodements qu'il est préférable d'ignorer, dégénère en myopie politique.

Mais question marketing territorial le pire est à venir, on va changer d'échelle. Les geeks de “L'affaire du siècle”, armés de deux millions de followers ont jeté leur dévolu sur Pigerolles. La “défense du climat” certes, mais façon blockbuster :

“Ces derniers jours, le bruit courait en Creuse que se préparait “un nouveau Larzac 2003”. C'est-à-dire un “meeting-fiesta” avec une jauge à 200.000 personnes. ( ) À la ferme Émergence Bio de Pigerolles, Jouany Chatoux confirme la rumeur, avant de la tempérer ( ). L'agriculteur de Pigerolles se sent prêt à accueillir sur sa ferme “l'un de ces événements, pouvant rassembler de 50.000 à 60.000 personnes”. (La Montagne du 11 fév. 2019)

Pourquoi les start-up du bio-climat, les promoteurs de méga-teufs citoyennes, la joueraient-ils petits-bras ?

Zig et Puce

# Deux nouveaux “châteaux communs” su

C'est un phénomène qui n'est plus tout à fait anecdotique. Des groupes ou des collectifs d'ami.e.s qui viennent, ensemble, s'installer sur le Plateau. Pas par hasard. L'année Corrèze. L'autre dans l'ancienne colonie de vacances d'EDF, au bord du lac Chamet, à Faux-la-Montagne, en Creuse. IPNS leur a laissé carte blanche pour se présenter.

## A Lacelle, une Amicale à mille feux

L'Amicale Mille Feux, c'est une bande d'artistes, récemment diplômé·es, venu·es s'installer à Lacelle, sur la Montagne limousine, il y a un an et demi. Elle nous raconte pourquoi elle a atterri ici et ce qu'elle compte y faire.

À Paris, où l'on s'est rencontré·es, on s'est investis politiquement lors du mouvement contre la loi travail en 2016 en construisant des châteaux communs sur la place de la République, en lançant une occupation dans l'école des Beaux-arts, et en tissant des amitiés avec qui partageait la même envie de se réapproprier un espace politique. L'isolement urbain, avec ses minuscules chambres sous les combles, avec son décorum de sirènes hurlantes, nous a décidé à ouvrir un espace de vie collectif, de travail et de fête à Pantin (Seine-Saint-Denis). Pendant cette année, on a accueilli des ami·es, on s'est doté de grands espaces pour travailler, pour être ensemble et pouvoir s'organiser. La manière que nous avons eu d'arriver dans cet endroit inoccupé depuis des années a révélé qu'il est difficile de s'installer là où on ne nous attend pas. Nous nous sommes alors efforcé·es de nous réunir avec le voisinage et d'ouvrir les espaces au plus grand nombre. C'est à travers des fêtes de quartier et des bourses aux plantes que nous avons réussi à nouer des liens avec le quartier qui nous accueillait.

### De Paris à Lacelle

Quand l'expulsion a été déclarée, trois d'entre nous voulions quitter Paris pour la campagne, et c'est ainsi que nous avons rencontré Lacelle. Le Plateau ne nous connaissait pas, mais nous, nous connaissions, un peu, le Plateau. Nous étions attentifs, par exemple, à ce qui se passait à Tarnac, au travail de Peuple et Culture Corrèze, à la fête de la Montagne limousine, à l'école de la Terre, bref, à l'effervescence politique et philosophique de ce pays. Ce n'est sûrement pas un hasard si deux groupes d'ami·es de Paris se sont installés dans la région au même moment, et sans que nous nous soyons concertés : les uns font du théâtre à Eymoutiers, les autres ont lancé l'occupation du centre de vacances abandonné du Chammet.

### Un village en transition

Nous avons trouvé, à Lacelle, ce vieux et grand bâtiment à vendre sur la place du village qui nous convenait bien. Il était suffisamment grand pour y créer des espaces de vie, des ateliers, et surtout il s'ouvrait sur la gare et jouxtait la route principale, il n'était pas reclus. La mairie nous a fait confiance et nous a tout de suite aidé en nous apportant son soutien. Pour nous, Lacelle, ce n'est pas la ville saturée d'espaces inaccessibles et calibrés, ce n'est pas non plus le charmant petit village de province englué dans le pittoresque, loin de là. C'est un village dépeuplé dont le charme réside chez ses habitants et ses habitantes qui ont en commun cette folie joyeuse de regarder les camions passer plutôt que les arbres pousser. C'est un village en transition mais qui revit avec, entre autres, le garage associatif GASEL, l'espace créations de la gare et les fêtes du syndicat agricole MODEF. Il semble que cette terre soit belle et bien fertile.

### Pluriels

Notre présence ici nous permet enfin de tra-

vailer dans nos domaines respectifs, avec l'envie de créer quelque-chose collectivement, de prendre le temps de nouer des liens dans un territoire dans lequel on se sent bien, dans lequel on peut grandir. Ici l'existence redevient tangible. Si on aime être plusieurs, on aime aussi être pluriels et différentes choses nous tiennent à coeur. Grâce au soutien de l'Arban, nous pouvons nous projeter à

**Nous ne sommes pas venus pour nous isoler mais, bien au contraire, pour rencontrer le village, la Montagne limousine**

long terme dans cet espace. Une fois l'acquisition de la maison assurée, nous aimerions créer des espaces d'accueil pour des séjours adaptés à des enfants et des adultes en situation de handicap mais aussi pour des résidences artistiques, en supposant la prodigalité de ces futures rencontres. En somme, réunir au sein de l'Amicale, ce que l'on a fait depuis plusieurs années ailleurs et de manière séparée.

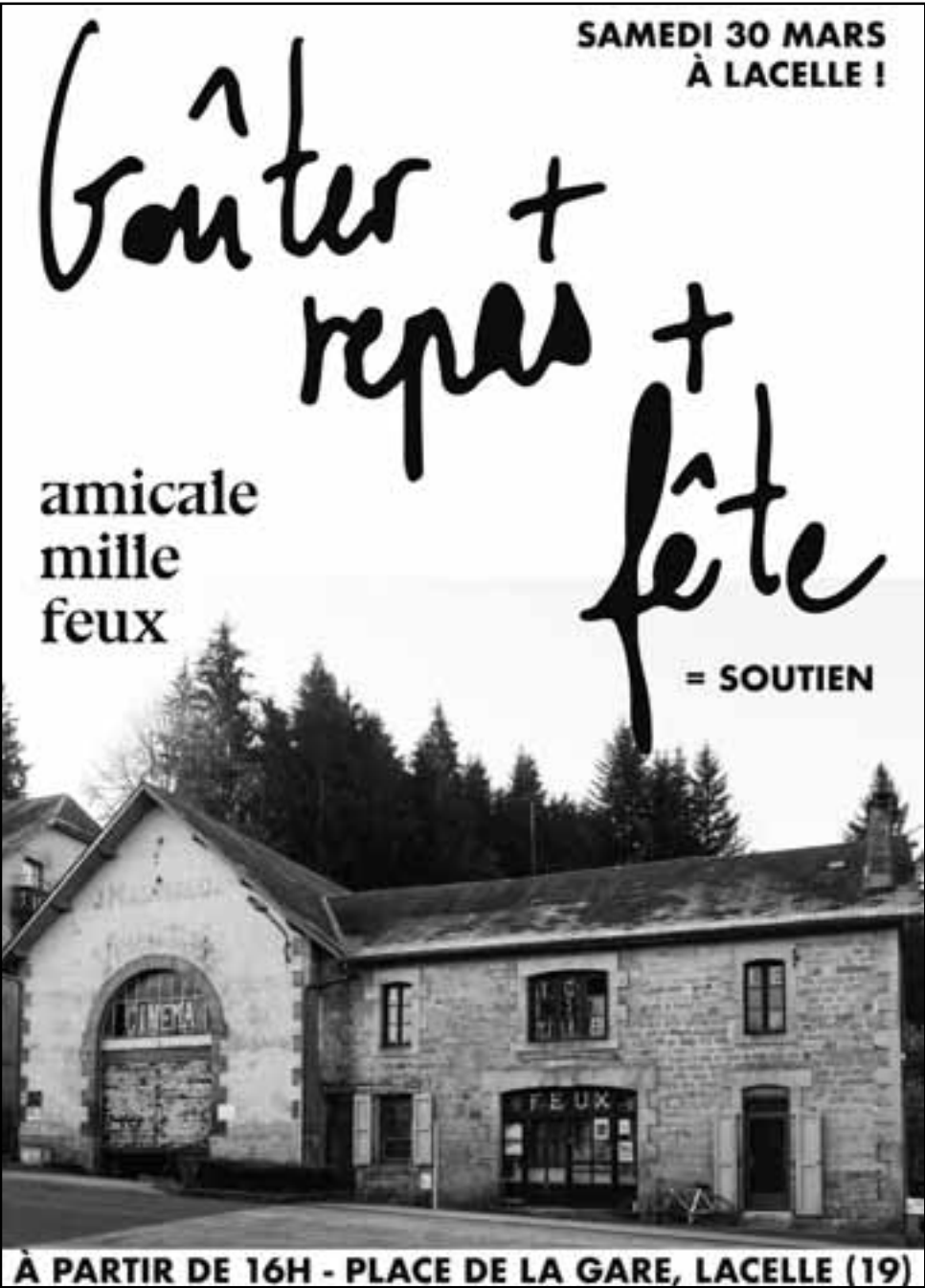
### La reprise du bar

Nous souhaitons également créer des espaces de travail, des logements mais aussi, faisant le malheureux constat que le bar du village ferme ses portes dans les prochains

mois, nous avons envie de réhabiliter l'ancien bar de notre bâtiment pour maintenir un lieu d'échanges et de convivialité dans le village. Nous ne sommes pas venus pour nous isoler mais, bien au contraire, pour rencontrer le village, la Montagne limousine, et tous ceux que ce projet intéresse. Gageons que nous nous rencontrerons d'ici peu, autour d'un café matinal ou d'une bière dansante. Le contrat d'occupation qui nous lie aux propriétaires arrive à son terme cet été et nous avons donc fait appel à l'Arban pour rassembler la somme nécessaire, gérer l'acquisition puis les travaux d'aménagement en accompagnement. Nous serons tous et toutes présent·es le samedi 30 mars, accompagné·es par la plupart des camarades qui nous ont aidés ou portés depuis. Nous lancerons alors la campagne de don autour d'un goûter, d'un repas et d'une soirée de soutien que l'on souhaite festive. Venez en nombre !

Contact : Amicale Mille Feux, 19 170 Lacelle  
amicalemillefeux@gmail.com

**Le Plateau ne nous connaissait pas, mais nous, nous connaissions, un peu, le Plateau**



## Nouvelles du

L'ancienne colonie du lac Chamet sur la... habitée. Le collectif qui s'y est installé ve d'un petit “Discours de la méthode”...

Pour celles et ceux qui se demandent ce qui se passe dans l'ancien centre de vacances du lac du Chamet, il ne suffira pas de dire qu'on y est depuis juillet, qu'on a retapé trois bâtiments, que dans l'ancien “accueil” renommé “la soucoupe” on garde un piano comme un trésor volé aux dieux, et que dans ce qui fut la maison du directeur une bibliothèque est en train de naître. Il ne suffira pas non plus de dire quels sont les projets qui se dessinent, et comment seront les mois à venir. Tout se passe vite, et en même temps on apprend la lenteur juste, le rythme propice. Car c'est la fin d'un monde qui jalonne les commencements de ce lieu d'étude. Voici quelques pistes.

### Fins et commencements

De même qu'il est impossible de continuer à penser sereinement la planète comme un stock de matières premières qui sert notre développement et notre Progrès, il est impossible de continuer à considérer que c'est d'engranger un stock de connaissances qui fait devenir plus intelligent·e. L'idée de l'exploitation infinie de la nature et celle de l'empilement infini des expertises dans une tour d'ivoire savante appartiennent aux mêmes mythologies et pulsions d'accumulation.

### La modernité-rasoir

Descartes, du fond de son lit où il avait l'habitude de faire la grasse matinée jusqu'à 14h, s'appliquait à écarter de son esprit toutes les impuretés qui l'entouraient, choses trivialement matérielles ou êtres bassement émotifs : les bruits qui arrivent par la fenêtre, les sensations, mais aussi la femme qui lui a préparé son petit-déjeuner, les gens qui ont construit sa maison et son lit... À force d'écarter toutes ces choses vivantes confuses, à force de se rendre méticuleusement indifférent à ce qui l'entoure, à force d'opiniâtreté pour anéantir l'empathie et la curiosité, Descartes a fini par trouver ce dont il était sûr : il existe... Ce départ de la pensée moderne ne pouvait être que de mauvais augure.

La méthodologie de la tabula rasa, transmise explicitement ou implicitement pendant de longs siècles, a participé à rendre acceptable l'idée, appliquée à plein de situations, qu'il faut d'abord commencer par raser : il faut raser ce à quoi l'on croit avant de commencer à raisonner, il faut raser les forêts pour les replanter bien droites, il faut raser les poils pour que les peaux soient comme des statues, il faut raser le Chamet pour conjurer une Zad (dixit la Préfète).

Mais voilà qu'au Chamet on a pris le parti des broussailles : on préfère les attachements et les volutes des branches aux horizons plats et vides, comme on préfère l'indisciplinarité aux champs académiques rectilignes.

### Dans “définir” il y a “finir”

Ce que la science objective démontre le mieux aujourd'hui, ce sont ses propres impasses ; on pourrait donc abandonner, en même temps que l'objectif, les méthodes qui le soutiennent. Par exemple, on pourrait changer nos rapports aux concepts et aux définitions. Le besoin de commencer toute réflexion ou action par une recherche de définition est généré par la vieille conception moderne du savoir comme accumulation, et produit généralement surtout de l'anxiété. Ainsi, souvent, l'anxiété n'est pas existentielle mais épisté-



# ir le Plateau

dernière deux nouvelles bandes sont arrivées ainsi. L'une s'est installée à Lacelle, en

## i Chamet

commune de Faux-la-Montagne, qui était abandonnée depuis dix ans, est à nouveau ut en faire un lieu d'étude. Mais de quoi pourrait-il s'agir ? Leur réponse sous forme

mologique : non pas due à la vie même, mais à ce que la pensée a fait d'elle. Il y a d'autres manières de commencer à penser. Partir des mots que l'on entend, des êtres que l'on rencontre. Partir de ce dont on a envie. Faire confiance à ses désirs, non pas en tant qu'objectifs à accomplir ou assouvir coûte que coûte, mais en tant qu'impulsions justes.

Les principes immuables ne sont plus garants de justesse, dans le chaos qui s'annonce. Pour être à la hauteur des enjeux de notre époque, mieux vaut miser sur nos capacités de bond et de rebond. Ce qui est nuisible, on le sent : un geste juste pourrait être d'arrêter de faire ce qu'on n'aime pas faire.

### Accueillir l'inouï

Les ressources pour étudier autrement pourraient être celles-là mêmes que la modernité a méprisées, dédaignées, mises au rebut : les sensations, les anecdotes, les points de vue des femmes, l'imprévu. Si la pensée moderne se caractérise par sa volonté de tenir à distance les éléments qu'elle ne maîtrise pas, alors c'est à l'accueil des bouleversements qu'on peut travailler : accueillir l'inouï, l'exode, les récits, les formes du vivant.

Au Chamet on a pris le parti des broussailles : on préfère l'indisciplinarité aux champs académiques rectilignes

Pour accueillir pleinement les transformations, mieux vaut faire le deuil de ce qui n'existe déjà plus : une planète en pleine forme, un avenir simple, les pyramides en verre du Chamet intactes... Comme pour le deuil d'un être aimé, faire le deuil d'un monde permettra de libérer des énergies engourdies. On préfère éviter, en tout cas, la science critique ou analytique de la fin du monde : ce serait en rejouer les causes.

### Se saisir

Nous avons commencé à habiter le Chamet sans autorisation. Nous avons aimé le mouvement de se saisir de ce lieu abandonné ou dévalorisé pour le réhabiliter et le réinventer, ici et maintenant. Mais le destin du site du Chamet n'est pas dissociable du pays où il est. En ce moment la contestation s'étend dans le temps et dans l'espace, chaque contrée peut trouver des formes qui correspondent aux situations présentes et à venir. La construction du syndicat de la Montagne limousine ou l'assemblée des gilets jaunes du plateau de Millevaches en donnent des exemples. Étant donné la pluralité et l'imprévisibilité des événements, plusieurs fronts sont et seront à tenir.

Contact : boisdanslelac@riseup.net



# Un Syndicat pour la Montagne

**Syndicat** : groupement de personnes physiques ou morales pour la défense ou la gestion d'intérêts communs.

Depuis plusieurs mois un petit groupe de personnes travaille sur le projet de ce qui est actuellement appelé un "Syndicat de la Montagne limousine", lieu de rencontre entre acteurs du territoire qui se reconnaissent peu ou prou dans la Plateforme de la Montagne limousine écrite en 2014 (1), et outil potentiel de coopération et de mutualisation de projets, d'idées, de moyens entre ces mêmes acteurs, quels que soient leurs statuts (particuliers, collectifs, entreprises, associations, communes...). Cet outil est apparu nécessaire afin de pérenniser et rendre plus fortes les démarches d'habitants et d'habitantes qui ont pu s'incarner dans le passé et jusqu'à aujourd'hui dans des initiatives comme les "assemblées populaires du Plateau", les assemblées de village, le comité Montagne, la Fête de la Montagne limousine, etc.

### Chantier ouvert

Après plusieurs réunions de réflexion en 2018, une présentation générale du projet a eu lieu lors de la plénière de fin de la fête de la Montagne limousine à Lacelle, le dimanche 30 septembre (on peut la revoir intégralement sur le site de Télé Millevaches (2)). Depuis, pendant une semaine fin novembre, une délégation de huit personnes s'est rendue en Catalogne, à Barcelone et ses environs, pour rencontrer des démarches syndicales et coopératives qui, de différentes façons, sont de nature à les inspirer dans la définition plus précise de ce propre syndicat (un film réalisé par Télé Millevaches propose un compte-rendu de ce voyage que vous pourrez visionner prochainement sur son site). Une seconde étape a eu lieu au cours de la semaine du 21 au 25 janvier 2019, pour un séminaire d'une semaine au cours duquel ont été travaillés différents sujets, avec l'objectif n°1 de rendre plus concrète la dynamique du Syndicat et d'en définir les grandes lignes. Un compte-rendu de cette semaine est disponible sur le site de la fête de la Montagne (3).

### Prochaine étape en avril

Le travail entamé est encore loin d'être abouti. Ne serait-ce que parce que ce syndicat n'est pas imaginé comme quelque chose de figé et de définitif, mais plutôt comme un outil en mouvement permanent. Pour poursuivre la mise en place de ce Syndicat, il est proposé

trois jours de travail les jeudi 11, vendredi 12 et samedi 13 avril prochains à Gentioux (à La Renouée). Ces journées de travail sont ouvertes à tous, et vous pouvez venir un jour, ou deux, ou les trois ! Le programme envisagé est actuellement le suivant :

**Jeudi 11** : Mieux connaître le territoire et les forces sur lesquelles peut s'appuyer le Syndicat (cartographie, enquêtes sociales, etc.).

**Vendredi 12** : Comment fonctionne le Syndicat ? (rencontres régulières, qui décide ?, besoins financiers, „commission réactions“, etc.).

**Samedi 13** : Comment le syndicat se fait-il connaître maintenant ? Visibilité et communication.

N'hésitez pas à nous contacter pour plus d'informations ! Le samedi 13 à 17h un apéro-compte-rendu des trois jours aura lieu pour celles et ceux qui n'ont pas pu venir durant ces trois jours.

- (1) <http://monplateau.pagesperso-orange.fr/imagesactu/plateforme.pdf>
- (2) <http://telemillevaches.net/videos/vers-une-libre-administration-de-la-montagne-limousine/>
- (3) <http://www.montagnelimousine.net/wp-content/uploads/2019/02/CR-semaine-Syndicat1.pdf>

## ALORS, CE SYNDICAT, IL EXISTE ?

**OUI** si l'on pense qu'il ne fait que refléter l'ensemble des initiatives qui existent déjà sur le territoire, qui aspirent à mieux travailler ensemble et constituent une nébuleuse protéiforme et ouverte, **OUI** si l'on estime que la dynamique de réflexion lancée autour de cet objet est déjà une façon de l'incarner et de le faire exister, **OUI** si l'on pense que les groupes de travail qui avancent sur certains sujets constituent les premiers pas de cette démarche de coopération.

**NON** si l'on attendait une structure juridique spécifique, un lieu et des bureaux, une organisation formelle déjà établie,

**NON** si l'on voulait le voir s'afficher en tant que tel dès maintenant, signer des textes ou publier des avis.



## La prochaine fête de la Montagne limousine aura lieu à Saint-Martin-Château

C'est officiel. La prochaine fête de la Montagne aura lieu les 27, 28 et 29 septembre 2019 à Saint-Martin-Château, en Creuse. Ce sera la cinquième édition de ce rendez-vous annuel des habitantes et habitants de la Montagne. Un rendez-vous destiné à échanger sur les grands enjeux du moment, débattre, s'informer, découvrir de nouvelles (ou anciennes) initiatives. Le dimanche 10 mars dernier, dans le cadre d'une réunion de préparation de la fête, a eu lieu un petit tour du bourg de Saint-Martin qui s'avère particulièrement bien conçu pour accueillir une telle manifestation. Il n'y a certes pas de gare comme à Lacelle (lieu de la fête de l'an passé), mais le joli bourg nous réserve bien d'autres surprises. Si vous avez des propositions à faire pour cette fête adressez-vous à [contact@montagnelimousine.net](mailto:contact@montagnelimousine.net)



# Une journée à la maison de retraite

Depuis cinq ans, Miette rend visite à une amie dans une maison de retraite. Cette amie, appelons-la Marie pour préserver son intimité. Elle a 92 ans. Depuis trois ans, ses jambes n'ont plus la force de la porter. Ainsi, Marie partage son temps entre son lit et son fauteuil roulant. Pour nous parler de la maison de retraite vue de l'intérieur, Miette a dressé sous la forme de quelques petites scènes une compilation des principales difficultés qu'on y rencontre au quotidien.

**A**vant de formuler mon témoignage, je souhaite rendre hommage aux intervenants qui œuvrent au quotidien dans les maisons de retraite, pour les soins, la santé, le ménage, l'administration ou la cuisine. En effet, ils travaillent courageusement dans des conditions difficiles et je souhaite leur exprimer ma gratitude. Ils sont un peu comme des anges gardiens pour nos aînés et je les soutiens dans leurs revendications visant à améliorer leurs conditions de travail et la reconnaissance qui leur est due. Car ces conditions rejaillissent directement sur la qualité de vie des personnes. Par conditions difficiles, j'entends les effets d'un budget dramatiquement insuffisant accordé par l'État aux maisons de retraite et aux hôpitaux. Cette insuffisance engendre un manque de structures d'accueil et de lits disponibles, certaines personnes dépendantes devant attendre plusieurs semaines à l'hôpital qu'une place en maison se libère. Autrement dit : que quelqu'un meure. Du coup, les hôpitaux sont surchargés et gèrent comme ils le peuvent la surpopulation. Autres conséquences : un équipement insuffisant pour le confort des personnes, un espace vital restreint, un sérieux manque d'effectifs qui engendre découragement, frustration, stress et mécontentement, voire, parfois, agressivité de part et d'autre. Chacun fait de son mieux mais même les plus grandes âmes s'usent à en faire trop avec pas assez. Les intervenants aimeraient disposer de plus de temps pour la qualité de leur service mais ils agissent perpétuellement dans l'urgence.

## Sous-effectif et désarroi

Certes, le maximum est accompli avec un minimum – nombreux ateliers créatifs, invitation de musiciens et de chanteurs – et, certes, la plupart des intervenants font preuve de meilleures intentions envers les résidents et multiplient les petites attentions à leur égard – je suis parfois le témoin de gestes d'une émouvante tendresse. Il résulte pourtant trop souvent de ce sous-effectif une ambiance préjudiciable à tous, du fait d'emplois précaires de personnes visiblement dépourvues de vocation. De surcroît, j'ai parfois l'occasion de constater que quelques personnes titulaires aux mines peu épanouies manifestent une dureté et un manque d'empathie qui me laissent sans voix. Je ne souhaite aucunement leur jeter la pierre, mesurant combien le désarroi peut rendre à ce point maussade et que nous ne sommes pas tous égaux en présence de la souffrance. A titre d'exemple, certains résidents peuvent rester un mois sans douche ! Sans compter qu'avec la cadence imposée pour la toilette on sacrifie la douceur au profit de la rentabilité. Pour parler crûment, certains résidents puent.

## Flicage ou joie de vivre

Les femmes de ménage, elles aussi, effectuent leur travail avec la meilleure volonté du monde et avec bonté, cependant, trop peu nombreuses, elles ne peuvent qu'assurer un service minimum. Elles me confient qu'elles ne voient plus très bien le sens de leur métier dans de telles conditions, si ce n'est la compassion qu'elles ressentent pour les gens. Par ailleurs, certaines infirmières affichent un autoritarisme infantilisant, formation ou déformation professionnelle ? Je reconnais que l'autorité permet de gagner du temps. Elle évite toute discussion. Certains justifient cet autoritarisme en prétextant qu'avec l'âge, on retourne en enfance. Argu-



Dans des EHPAD de Corrèze lors d'enquêtes ethnolinguistiques conduites par l'Institut d'études occitanes (Photos : Pascal Boudy)

ment bien commode. Moi je crois qu'avec la dépendance, on se retrouve aussi démunie de défense que les enfants ! La vraie raison réside probablement dans le fait que la patience est un luxe dont elles n'ont pas les moyens. Toujours est-il qu'elles interdisent des choses aux personnes, pour leur bien et pour préserver leur santé, certainement avec raison et prudence. Cependant, un autre débat pourrait être consacré à l'équilibre entre la raison, parfois vécue comme du "flicage" frustrant, et la nécessaire joie de vivre.

Ce qui me choque le plus, c'est la chosification des êtres. On parle des concernés à la troisième personne en leur présence ! Un jour où Marie et moi traversions le hall une infirmière m'a ainsi interpellée : "Aujourd'hui, c'est la visite du médecin, il faut la remonter immédiatement dans sa chambre !" Je me suis plantée devant mon amie, demandant sa décision, afin de rétablir sa souveraineté. Marie a saisi

la balle au bond, demandant que le médecin termine ses visites par elle, ainsi nous pourrions profiter du soleil. Une autre fois, à mon arrivée dans sa chambre, j'ai trouvé Marie, assise dans son fauteuil roulant, coincée près de son lit. Un stagiaire était venu faire le ménage,

avait poussé Marie et le lit dans un coin et avait poursuivi ses tâches en l'oubliant là ! En une autre occasion où je m'étais enquis au bureau des infirmières du fait que Marie était encore au lit en début d'après-midi, deux aides-soignantes sont arrivées dans la chambre pour m'expliquer que mon amie semblait fatiguée le matin et que l'infirmière avait opté pour une journée de repos. Et de commenter : "De toutes façons, ça leur fait du bien de rester à l'intérieur de temps en temps !" Outre que Marie trouve une raison de vivre dans sa joie quotidienne de sortir prendre l'air et qu'elle est encore assez lucide, je me demande bien de qui on me parlait ainsi au pluriel devant elle ! Alors, hormis la pénurie budgétaire, je verrais une utilité à une remise en question de la communication envers nos aînés, cela passerait sans doute par une formation pour un changement de paradigme sur le thème du respect de l'être.

## Difficile intimité

Un autre aspect du malaise ou de cette maltraitance se pose pour les personnes qui apprécient leur intimité et ont besoin de

silence : il n'y a pas d'espace pour cela, pas de petit coin tranquille pour se recueillir, ni en intérieur, ni en extérieur. Les personnes dépendantes ont le choix entre rester enfermées dans leur chambre ou partager les espaces collectifs. Ceux qui veulent y échapper passent des heures tous les jours à observer les murs, en faisant abstraction du bruit des autres, de la télévision qu'il n'ont ni envie de regarder ni d'entendre et des sollicitations non souhaitées de leur entourage. Ou alors, ils ferment leurs yeux pour qu'on les laisse tranquilles et pour ne pas se sentir obligés de répondre à cinquante « bonjour » qu'on leur lance malgré eux. En bref, lorsqu'on est dépendant, on est exposé. Quoiqu'il en soit, ceux qui, à tous égards payent le prix fort de l'insuffisance budgétaire, ce sont les résidents, atteints jusque dans leur dignité. Eux n'ont pas le choix de vivre ailleurs. Or, par économie, le gouvernement, non seulement a créé des emplois précaires non qualifiés, payés au Smic, au grand dam de tous, mais en plus, il souhaite maintenant en supprimer ! Le pire reste-t-il donc à venir ? Certains résidents hurlent à la mort et je les comprends !

## Nos vieux se trouvent réduits à l'état végétatif ou de mobilier qu'on pousse pour faire le ménage !

condition qu'il ne tarde pas trop. À la bonne heure ! Je traverse le hall, qui sert de salle commune, où sont assis une quinzaine de résidents. L'un est dépité de ne pouvoir jouer du piano, ce qui en dérange d'autres. En l'absence de tout personnel disponible, je suis hélée par une dame en fauteuil roulant : elle a froid et me demande de monter lui chercher son gilet, oublié dans sa chambre.

Je rends ainsi régulièrement service aux uns et aux autres, avec une joie mêlée de compassion. Un homme est coincé dans la salle des WC et hurle qu'on veuille bien le sortir de là. La maison de retraite ne dispose pas de fauteuils électriques à prêter – trop cher. De ce fait, il faut des muscles pour se mouvoir, ce dont la majeure partie des intéressés ne dispose pas, les réduisant ainsi à une dépendance encore plus grande.

## Scène 2 : "Je veux mourir"

Parvenue à l'étage, je me rends d'abord dans la chambre de Marie pour lui préparer une boisson. Je l'apporte dans la salle commune où elle prend tous ses déjeuners. Cela la réconforte car, malgré la nécessité de



## Scène 1 : "Il a un rendez-vous, il ne peut pas sortir"

J'arrive à la porte au moment où un homme en fauteuil cherche à sortir, "on" le lui interdit formellement, "il a un rendez-vous dans l'après-midi". Pourtant il veut juste un instant au soleil et me demande de lui tenir la porte. Finalement, l'autorité le lui permet, à

s'hydrater personne n'a pensé à lui donner à boire. Lorsqu'elle me voit, elle s'écrit : «je veux partir de là ! » En effet, toutes les personnes invalides demeurent dans la salle le restant de l'après-midi et il est difficile de se frayer un passage parmi tous les fauteuils. Certains sont installés roues contre roues et je dois déranger deux autres personnes pour pouvoir extraire mon amie. En



l'absence de personnel, je pique des verres dans la cuisine, prélève de l'eau au robinet pour servir d'autres personnes autour qui réclament. L'une d'elle pleure et crie à qui veut l'entendre "emmenez-moi ! Je veux mourir !" Je m'approche et lui prends la main. Nous nous étreignons. Je la tiens un moment dans mes bras mais Marie m'attend. Un homme clame qu'il voudrait rentrer chez lui. Un peu ébranlée, j'aide Marie à enfiler son anorak. Nous emportons également châles et couvertures au cas où elle en ressent le besoin.

Scène 3 : “Madame, Madame !”

Nous circulons dans les couloirs en direction de l'ascenseur. Notre parcours est interrompu pour pousser un chariot encombrant le passage. Parfois, nous nous heurtons à une porte fermée que nous franchissons à reculons, pour maintenir la porte ouverte avec le pied. En effet, en raison de la présence de personnes atteintes de maladies mentales dégénératives, les portes se ferment automatiquement et certaines sont même munies de codes digitaux. Là, il faut trois mains : une pour saisir le code pendant que la deuxième ouvre la porte, la troisième servant à tracter le fauteuil. Une voix plaintive émane maintenant d'une chambre : “Madame, Madame !” Je passe la tête dans l'embrasure de la porte.

Une dame est là, assise dans un fauteuil. Elle a très soif, sa table, avec toutes ses affaires dessus, se trouve de l'autre côté de la pièce. Elle ne peut ni marcher, ni-même se lever et ne peut non plus appeler, vu que la sonnette d'appel est attachée de l'autre côté du lit. Je lui approche toutes ses affaires et lui sers un grand verre d'eau. La dame se met à pleurer et me serre dans ses bras.

Scène 4 : un goûter sans cuillère

Par le même parcours d'obstacles, je reconduis Marie dans sa chambre, avec une série de manœuvres savantes pour tourner le fauteuil. Il faut tout pousser : la porte de la salle de bain restée grande ouverte et le lit. Avant de la quitter, je transfère toutes ses affaires restées sur sa table de chevet, inaccessible pour elle, à savoir : téléphone, télécommande, sonnette d'appel, lunettes et lectures. J'en profite pour rapprocher la table du lit, car, les aides-soignantes la repoussent toujours pour aider Marie à se coucher. Je pars à la recherche de tout ce qui manque : serviette de toilette pour la salle de bain et serviette de table. Je me sers moi-même sur les chariots des couloirs ou dans le placard de la salle commune. Je réclame une petite cuillère, un détail qui a toute son importance. En effet, devant la pénurie de petites cuillères, on sert les goûters, une crème dessert dans un petit

pot de plastique, avec une cuillère à soupe. Or, maintenant, Marie ne peut plus tenir le pot d'une main et la cuillère de l'autre. La grande cuillère, trop lourde, renverse le pot, souillant jusqu'au lendemain la table et tout ce qui se trouve dessus. Pour pallier cet inconfort, après des mois de vaines réclamations, j'ai apporté une petite cuillère de chez moi avec le numéro de la chambre sur le manche. Il est même arrivé une fois qu'une aide-soignante glisse sur de la crème répandue par-terre et se blesse. Encore hélas, cet accident ne semble pas avoir motivé les décideurs à trouver un budget pour investir dans les précieux couverts.

Scène 5 : “Je veux partir d'ici”

Direction la sortie. Une dame en fauteuil roulant, cela fait des heures qu'on l'a mise là, dans le hall, alors qu'elle n'en avait aucune envie. Je l'avais déjà remarquée à mon arrivée. Elle réclamait déjà à être reconduite dans sa chambre. Retour à l'accueil : promesse de retour a bien été faite, malheureusement, les aides-soignantes étaient occupées tout l'après-midi. Je retourne vers la dame et lui demande si je peux la reconduire moi-même. Elle accepte avec gratitude. Mais elle ne se souvient plus de l'étage ni du numéro de sa chambre. Nous sillonnons donc étages et couloirs, nous finissons par trouver. Elle voudrait que je l'aide à se mettre au lit, ce dont je ne me sens ni la force physique ni la compétence technique. Je lui remets la sonnette entre les mains, sachant que l'attente risque encore d'être longue. La dame pleure, clamant qu'elle veut partir d'ici, mais je me sens bien impuissante.

Scène 6 : “Pas de soucis, vous êtes munie d'une protection”

Aujourd'hui, un résident voudrait me parler. Il a un service à me demander. Je lui ai promis de venir le voir, mais c'est l'heure de la distribution des goûters. L'épouse du résident est atteinte de la maladie d'Alzheimer. Elle a un besoin urgent d'aller aux toilettes et demande qu'on l'y emmène, elle a sonné, personne n'est venu. L'aide-soignante lui explique avec bonhomie que, vu qu'elle est seule pour tout l'étage, elle ne peut tout assurer en même temps, ajoutant avec un large sourire : “mais ne vous faites pas de soucis, vous êtes munie d'une protection”. Eh oui ! En l'absence de personnel disponible, grâce aux protections, on peut se ch... dessus ! Vive les couches qui permettent l'économie de personnel ! Pour couronner



le tout, fermeture de la porte principale à 17 heures ! Tout visiteur tardif ou tout résident réintégrant son domicile doit alors sonner. En l'absence de portier ou de concierge, plus personne à l'accueil, il poireautera longtemps. Une résidente en a fait l'expérience : elle a attendu une demi-heure dans le froid. J'ai également eu l'occasion de venir un soir et, lorsque j'ai sonné, une voix féminine dans un micro m'a annoncé “un moment s'il vous plaît, je suis occupée”. La probabilité d'une attaque de pirates dans la maison de retraite d'un trou perdu vaut-elle qu'on emmerde les gens à ce point ?

Gratitude et respect

En attendant, je prie pour que les décideurs veuillent bien orienter leur volonté politique et les budgets nécessaires pour insuffler un mieux-être et une plus grande joie de vivre à toutes celles et ceux arrivant au soir de leur existence. A nous tous, il incombe de l'exiger. Nos vieux se trouvent réduits à l'état végétatif ou de mobilier qu'on pousse pour faire le ménage ! On leur met des couches parce qu'on n'a pas le temps de les accompagner aux toilettes ! Or, nos aînés, maintenus ainsi dans une situation de vulnérabilité et de dépendance indigne, méritent beaucoup plus : être choyés et entourés comme nous aimerons l'être lorsque nous les remplacerons. Ils méritent notre gratitude et notre respect. Au soir de leur vie, certains ont de nombreuses peurs et angoisses, ont besoin de présence, de se sentir aimés, entourés, soutenus, réconfortés et accompagnés. Au lieu de cela, ils sont réprimandés par un entourage débordé et stressé. Valoriser le service à la personne dans notre pays créerait des emplois plein de sens et motivants. Il n'est point besoin de diplômes pour aimer mais des fonds sont nécessaires pour rétribuer des intervenants compétents et financer des équipements, pour une vie meilleure ici et maintenant.

Une visiteuse, Miette Depain



BISTROTS d'HIVER ou DIVERS ?  
C'était EHPADANT !

Pour les 20 ans des fameux Bistrots d'Hiver, l'association Pays'sage de Flayat s'est associée avec diverses structures pour proposer une formule inédite : pas de dimanche, pas de bistrot, pas de salle de concert... Le samedi 2 mars, c'est l'EHPAD de Chambon-sur-Voueize – Le chant des rivières - qui servait de cadre à ces rencontres. En ouverture, le - traditionnel lui - “apéro tchatte”, parrainé par la médiathèque Creuse Confluence, portait sur les origines des noms propres limousins. Il y avait là dans un public (trop) sage car très attentif, de nombreux Creusois, mais aussi des Bourbonnais et Auvergnats, surtout des anciens, mais aussi des plus jeunes. Et même certain(e)s qui se sont déjà faits un nom ! Le public mêlait résidents, parents, soignants et simples amateurs de savoirs populaires. Sympa, comme le repas concocté par le chef local, simple mais succulent. On se demande

tout de même si tout ça ne manque pas un peu d'apéro, parce que la journée sans alcool du 29 février était passée ! Et puis, le clou de la journée était un spectacle théâtral, musical, dansé, présenté par trois jeunes comédiens du groupe limougeaud Zavtra. “Je voudrais vous dire que ... “ a été écrit à l'aide de multiples paroles et attitudes recueillies auprès de centaines de malades d'Alzheimer, “un matériau soit-disant insensé”. Il y avait des post-it partout sur les murs. Tout ça était très émouvant, poétique, et chaleureux. Bravo ! On pouvait se sentir dans un monde presque rassurant, loin des clichés. Une assez belle image des maisons de retraite, celle-ci très lumineuse et accueillante. Outre l'EHPAD et Pays'sage, les partenaires étaient l'ARS, le Pôle culture et santé Nouvelle-Aquitaine et le Rotary qui annonçait pour l'occasion les associations bénéficiaires de ses dons annuels. Une journée vraiment réussie.





# Le Jugement Majoritaire une arme de démocratie massive

Le 26 mai auront lieu les élections européennes. L'occasion de réfléchir sur notre système électoral. Julien Moutinho, membre de l'association MieuxVoter.fr, dénonce les aspects antidémocratiques de nos modes de scrutin usuels, et fait de l'éducation populaire au "Jugement Majoritaire", à La Renouée de Gentioux-Pigerolles, pour convaincre qu'il est le mode de scrutin le plus démocratique que nous puissions utiliser, en théorie comme en pratique. Un article qui intéressera aussi ceux qui aiment... le bon vin !

**IPNS : Quels sont les problèmes avec notre système électoral ?**

**Julien :** Avant tout, que nous ne votons pas en parlant notre langue, comme nous le faisons spontanément pour exprimer nos avis sur tout et n'importe quoi à longueur de journée. C'est bête mais ça change tout. Car aucun des modes de scrutin en vigueur, qu'il soit à un ou deux tours, avec ou sans dose de proportionnelle, avec ou sans prise en compte des votes blancs, ne nous permet d'exprimer simplement et sans ambiguïté notre opinion individuelle, positive ou négative, sur chacun des choix. Ce qui est une fâcheuse entrave à notre liberté d'expression. Rien que cela devrait nous interdire d'accorder la moindre importance aux résultats de nos élections. Car comment pourrait-on produire une opinion collective fidèle à nos opinions intimes si pour commencer nous ne pouvons même pas les exprimer correctement ? Comment dire ne serait-ce qu'on n'aime aucun des choix proposés ? Est-ce qu'un vote blanc ou une abstention sera interprété e comme un rejet ? une indécision ? un manque d'informations ? un mépris ? L'ambiguïté invisibilise et néglige nos rejets. Personne n'est dupe de cette censure, tout le monde voit bien que les bulletins de vote actuels nous contraignent à appauvrir l'expression de nos opinions, et que les dépouillements les amalgament jusqu'à nous laisser accroire que 82,21 % des suffrages exprimés au second tour des présidentielles de 2002 étaient "pour" Chirac, et non pas en grande partie "contre" l'épouvantail Le Pen. La précision des pourcentages drapent les résultats d'un sérieux apparent, mais ne doit pas nous laisser refouler le secret de polichinelle que le mode de scrutin contribue à ce que tant de concitoyennes votent "utile" plutôt que "cœur", et qu'encore plus soient réduites à voter "blanc" ou à s'abstenir.

**IPNS : De ces présidentielles on se rappelle surtout du premier tour : le "21 avril" qui "élimina la gauche". Quel rôle a joué le mode de scrutin ici ?**

**Julien :** Le rôle d'une entrave systémique au pluralisme des partis. Car le jeu des candidatures qui n'ont aucune chance de l'emporter disperse plus ou moins les voix, et donc affaiblit plus ou moins des candidatures de tête, jusqu'au point de bouleverser complètement le classement de tête. Comme lors de ce "21 avril" où celle de Jospin fut indubitablement affaiblie par celles de Taubira et de Chevènement, et celle de Chirac renforcée par le renoncement de Pasqua. Qui veut être élu e doit donc empêcher les candidatures qui ont des idées proches d'exister. Et ne pas se consacrer à une seule préoccupation, même si cela permettrait de la porter au mieux et de réunir des personnes par ailleurs très opposées. Ce qu'illustrèrent les présidentielles de 2017, avec d'un côté: la fission d'EÉLV, dont l'écologie politique réunissait des personnalités venant de tout le spectre Gauche-Droite. Et de l'autre : la fusion d'une grande partie de ce spectre autour de Macron, qui ne fut tout de même élu que de justesse. Et la dose de proportionnelle au Parlement (non-souverain) de l'"Union" n'évite pas cette mauvaise représentation des candidatures de queue. À cause des effets de seuil minimum, d'arrondis, de circonscriptions et de méthodes de moyennage avantageant les listes recevant le plus de voix.

Mais alors que ce choc du "21 avril" était instrumentalisé pour entraver encore plus le pluralisme de nos préoccupations en ajoutant des primaires électorales au seuil des 500 parrainages, il a également incité deux mathématiciens soutenus par le CNRS, Rida Laraki et feu Michel Balinski, à mettre au point le Jugement Majoritaire. Un nouveau mode de scrutin tirant le meilleur de l'accumulation des savoirs et pratiques développés à travers le monde pour mesurer, classer et élire. Des politiciens bien sûr, mais aussi des étudiants, des employés, des artistes, des sportifs, et surtout... des vins.

**IPNS : Surprenant, on s'attendrait à ce que le meilleur moyen de juger et classer des performances soit de noter comme à l'école, non ?**

**Julien :** Eh bien non. L'avant-garde insoupçonnée de la démocratie qu'est l'œnologie nous prouve qu'on peut faire bien plus parlant et robuste. Une ironie au regard de nos anciennes coutumes de beuveries électorales où les candidats devaient payer leur tournée - leur "rastel" - pour ne pas perdre. Toujours est-il que l'œnologie est non seulement pionnière dans le remplacement du paradigme de la comparaison par celui de l'évaluation, mais également dans le remplacement du paradigme de la moyenne par celui de la médiane. Et elle est arrivée à cela par pragmatisme : la moyenne rend difficile la détection des vins exceptionnels en sur-favorisant les vins qui ont un "goût correct", alors que la médiane - plus facile d'ailleurs à calculer qu'une moyenne du temps où l'informatique n'était pas encore là - décourage autant que possible chaque œnologue d'exagérer ses évaluations par rapport à son opinion intime. De plus, utiliser des mots (comme "Passable" ou "Très Bien") empêche de faire des calculs qui n'auraient pas de sens, tels qu'à l'école française où on s'autorise des moyennes sans ajuster

préalablement les notes à la probabilité des résultats des étudiants, afin que chaque amélioration d'un point ait une même signification, reliée à la difficulté d'améliorer une performance.

**IPNS : Comment fonctionne ce Jugement Majoritaire ?**

**Julien :** Sur le bulletin de vote, le Jugement Majoritaire nous demande de nous exprimer avec des mots. Des mots consensuels : compris par toutes et tous de la même façon, ou du moins utilisés répétitivement pour qu'ils acquièrent de plus en plus un sens absolu précis, de sorte qu'on puisse parler de "langage commun". Et des mots couvrant toute la gamme d'intensité que l'on estime les personnes devant s'exprimer capables de distinguer, de sorte qu'on puisse parler d'"échelle de mentions" comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous. Puis le dépouillement établit le "profil de mérite" de chaque choix (voir le tableau ci-dessous)

**IPNS : Jusque là, certains sondages arrivent à en faire autant. En quoi le Jugement Majoritaire est-il le meilleur mode de scrutin ?**

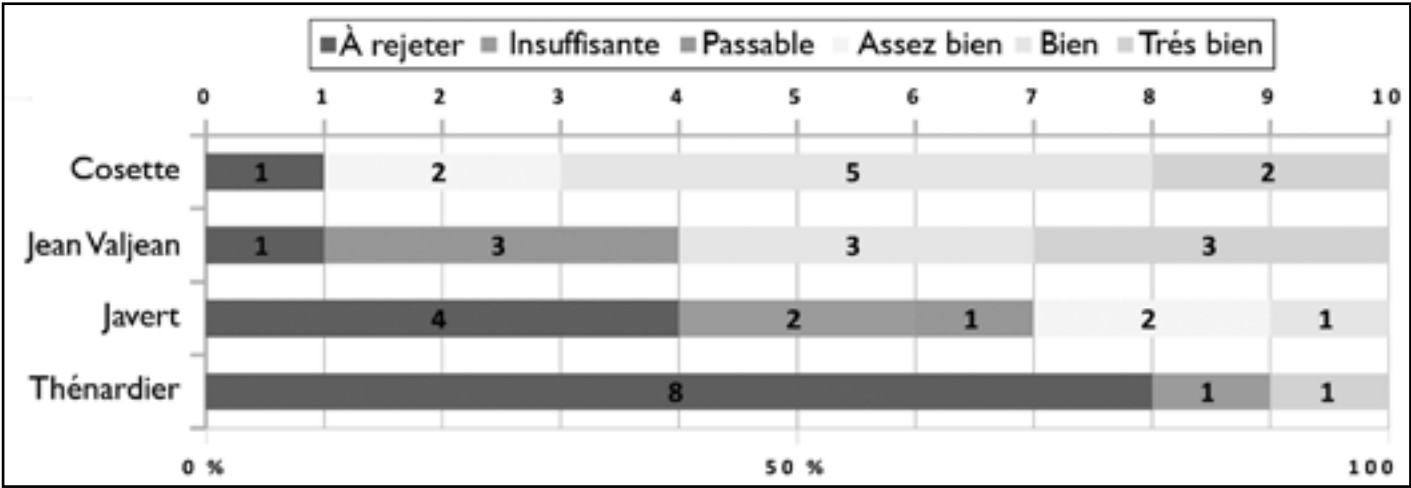
**Julien :** Parmi tous les modes de scrutin nous demandant d'évaluer plutôt que de comparer, le Jugement Majoritaire est le plus insensible aux votes stratégiques - même si le scrutin est anonyme. Pour cela il fait observer le milieu des profils de mérite de chaque choix, où il décele une notion de majorité inhabituelle, dont l'indicateur fondamental est la "mention majoritaire", qui n'est rien d'autre que la mention en position médiane (à 50%). Cette mention est majoritaire dans le sens où elle est la seule mention à l'intersection de toutes les majorités absolues défendant l'extrême négatif ou l'extrême positif du profil de mérite. Et elle est robuste dans le sens où toute minorité qui s'exprime plus négativement



ou plus positivement qu'elle, ne pourra pas la faire bouger en exagérant son vote. Ce qui encourage les jugements honnêtes et ignore autant que possible les jugements excentriques ou stratégiques. Si l'on veut ensuite comparer les choix pour effectuer un classement, il suffit de comparer leurs mentions majoritaires. Le départage des ex aequo se faisant en poursuivant à nouveau le principe démocratique de minimisation des insatisfaites : on ôte un vote attribuant la mention majoritaire du profil de mérite des choix ex aequo, jusqu'à obtenir deux nouvelles mentions majoritaires permettant enfin de les départager.

Voilà l'essentiel pour manier l'une de nos meilleures armes de citoyens. Alors pour une fois que la mathématique n'est pas mise au service des canons militaires mais des canons de (vote) blanc, abreuvenons-nous en consultant - LeChoixCommun.fr - et appliquons ses prescriptions nourries de pragmatisme. Comme nous sommes une poignée à nous y essayer à La Renouée.

Bulletin de Jugement Majoritaire						
Jugement : pour nous conseiller sur l'abolition de la misère, ayant pris tous les éléments en compte, je juge en conscience que cette candidature serait :						
Mentions possibles :	À Rejeter	Insuffisante	Passable	Assez Bien	Bien	Très Bien
Thénardier	X					
Javert						
Cosette					X	
Jean Valjean			X			
Pour vous exprimer : jugez chaque candidature individuellement en faisant une croix dans sa ligne et dans la colonne de la mention (n'importe laquelle) que vous lui attribuez.						
Mention par défaut : si vous ne vous exprimez pas (vote blanc ou abstention) ou de manière invalide (vote nul) sur des candidatures, il sera considéré que vous leur attribuez la mention <b>À Rejeter</b> .						





# Parcours de migrants

Tant par la particularité de son auteur que par l'aura de ses deux héros, Omar Benlaâla nous offre avec son dernier livre *Tu n'habiteras jamais Paris* un témoignage singulier des rudes conditions des travailleurs immigrés en France au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. En douze courts chapitres qui s'imbriquent dans le récit de la vie de son père, Bouzid Benlaâla, l'auteur retrace la biographie de son second héros, Martin Nadaud, réunissant deux migrants devenus tous deux, à un siècle de distance, maçons parisiens. Si nos lecteurs connaissent sans doute bien l'itinéraire de Martin Nadaud, celui de Bouzir Benlaâla leur est sans doute inconnu. C'est celui-ci que nous vous proposons de découvrir ici à travers quelques extraits du récit de son fils.

Omar Benlaâla nous rapporte le récit de la vie de son père, Bouzid Benlaâla, né en kabylie en 1939. Si son grand frère (l'oncle d'Omar) fréquentait l'école coranique, lui ne s'y retrouvait pas. Il n'apprend donc pas à lire et à écrire. À l'âge de huit ans, en 1947, il est embauché comme coursier dans l'épicerie du village créée par son père après plusieurs années de migration saisonnière comme maçon à Paris. À 15 ans, sur un coup de tête il quitte l'échoppe familiale où il a acquis aisance et une forte qualité relationnelle. Laissons-lui la parole pour la suite...

### En Kabylie une jeunesse difficile

“Me voilà en 1954, pris entre deux feux comme tous les autres. Pendant longtemps, j'ai même été incapable de dater les “événements” d'Algérie. Il s'agissait alors simplement d'être du bon côté de l'Histoire, pas de l'envisager dans sa complexité. Pas idéologue pour un sou, je ne veux tuer personne, encore moins croiser ma victime. Poussé au crime, qui me dit que c'est le bon ennemi que je supprimerai ? Rejoindre l'armée de libération ? Avec les camarades on a bien essayé, mais où la trouver, cette armée ? Des fantômes. D'eux on entendait tout et son contraire, des ombres en mouvement. Il y avait tant de malheurs des deux côtés que je ne voulais être d'aucun. Et je n'étais pas le seul ! Derrière les hautes palissades, on entendait des cris. D'autres fois, c'étaient des corps mutilés exhibés sur la place publique qui nous rappelaient notre impuissance. Qu'avaient-ils donc fait, ces corps, pour être punis même après la mort ? Finalement l'homme – cet animal – s'habitue à tout. L'indépendance ! Il fallait surtout s'affranchir de la misère, et ça, ce n'était pas affaire de décret. Pour fêter l'armistice, je m'achète un costume, une chemise blanche et une cravate, puis je monte à Alger. Là, je retrouve mon père. Réfugié dans la banlieue d'Alger, car soupçonné de soutenir les fellaghas, il est recherché. Son conseil ? Retourner au village et y prendre femme. Plutôt crever. Je dois partir, au moins pour un temps goûter à autre chose. Comme tout le monde, la seule algérienne que je désirais alors, c'était la pièce d'identité. Simple comme un coup de tampon : qu'il se marie, et il aura ses papiers ? Le 16 juin 1963, le mariage a eu lieu chez nous. Ta mère et moi nous n'avions pas le même âge, ni la même expérience, et je ne me sentais tout simplement pas prêt. Le mariage n'a rien changé à mes projets. Je suis resté vingt-neuf jours avec mon épouse avant de prendre le large”.

**Moi qui ai trente-cinq ans de bâtiment, je ne suis jamais devenu chef de chantier. Je crois que j'aurai pu si on m'avait appris, mais on ne nous apprenait qu'à rester à notre place.**

te met manœuvre parce que tu n'as pas de qualification et que tu es prêt à tout faire. Moi j'aime bricoler le bois ; je trouve ça plus propre. Alors je suis devenu boiseur, même si je faisais toujours beaucoup de maçonnerie. Le maçon-boiseur est très recherché. Ma qualification, je la tiens d'une école du bâtiment, dans le quinzième arrondissement, rue saint Lambert, où l'entreprise m'a envoyé à deux reprises, en 1972, pour me perfectionner. Pendant un mois, on nous apprenait la lecture de plans, le traçage. La première fois, celle où j'ai eu mon diplôme, j'ai aimé ça et j'y allais volontiers. La seconde, c'était comme un mois de vacances ; je ne rendais même pas les devoirs. Il y avait de moins en moins de grands chantiers, alors on faisait de la rénovation et moi, je maîtrisais. Puis je suis allé chez Ronteix. J'ai aussi travaillé dans une entreprise de décolletage avant de reprendre dans le bâtiment. C'était le printemps de l'embauche : on changeait d'entreprise comme de chemise, jusqu'à ce que l'hiver économique arrive, et s'installe pour de bon. À l'entreprise Lefaure et Rigaud je suis resté de 1977 à 1997. Moi qui ai trente-cinq ans de bâtiment, je ne suis ja-



mais devenu chef de chantier. Je crois que j'aurais pu si on m'avait appris, mais on ne nous apprenait qu'à rester à notre place.”

### Travail d'arabe

“Les offres d'emploi arrivaient de partout ; il fallait juste tendre l'oreille. Dès quatre heures du matin on partait en banlieue, où les entreprises étaient domiciliées. De

là, on nous dirigeait vers le chantier d'accueil. Ma première mission comme couvreur, à Courbevoie, je la dois à un cousin. Mon premier poste fixe, c'était en 1966, comme égoutier à la Distribution des eaux de la ville de Paris. J'y suis resté quatre ans, en cuis-sardes, à visiter la capitale à l'envers. Au début on

mais devenu chef de chantier. Je crois que j'aurais pu si on m'avait appris, mais on ne nous apprenait qu'à rester à notre place.”

### Représentant la CGT avec un camarade africain

“Un délégué syndical m'a tellement cassé les pieds que j'ai pris ma carte pour le faire taire ! Une fois inscrit, je me suis dit que ce serait bien de l'écouter en détail ; je pensais qu'il comprendrait ma situation, mais les conseillers ne sont pas les payeurs : ma première réunion a été catastrophique. Les syndicalistes, des ouvriers qui passaient le plus clair de leur temps à causer. On les regardait avec curiosité, sans beaucoup d'illusions vu qu'on comprenait *walou* à leur charabia, quand ils voulaient bien s'adresser à nous. Ils ne pouvaient pas passer leur temps à tout nous expliquer. Pourtant, il y avait de quoi se battre : nous les ouvriers étrangers, on était vraiment considérés comme du bétail. On était baladés comme les pions d'un jeu dont on ne saisisait pas toutes les règles. Sans parler de nos conditions de vie à l'extérieur dont les syndicalistes se foutaient pas mal. Ouvrier du bâtiment travaillant sur le site de Boulogne-Billancourt, je me suis sérieusement intéressé au syndicat. J'ai appris un nouveau métier, avec de nouveaux outils : la langue et la critique. Même si j'étais protégé par la CGT, je marchais sur un fil.”

A lire : Omar Benlaâla, *Tu n'habiteras jamais Paris*, Flammarion, 2018.

### L'auteur

Omar Benlaâla est né à Paris en 1974. Il est le fils d'immigrés kabyles arrivés en France après la guerre d'Algérie. Bon élève, il abandonne cependant sa scolarité en fin de collège sous le prétexte d'un désaccord sur l'orientation qui lui est proposée. Livré à la castagne et à la drogue dans les rues de Ménilmontant, il se retrouve à 18 ans au quartier des jeunes à la prison de Fleury-Mérogis. Quelques mois après sa sortie il entre par hasard à la mosquée d'Omar, régie par une branche islamiste d'Asie du sud-est. Il en ressort transformé en bédouin avec une barbe. Il déambule, allant et prêchant dans les rues de Paris et dans les campagnes françaises. Son père lui dira plus tard : “Pendant que tu prêchais au monde entier, j'avais l'impression que tu disais des choses que tu ne comprenais même pas”. On lui conseille un séjour initiatique en Asie du sud-est. Il parcourt le Pakistan, l'Inde et le Bangladesh à la recherche de chemins spirituels. Il en revient pour s'enfoncer dans la défonce et la drogue. Au terme de ces longues années de vagabondage religieux il trouve un emploi à la Réunion. À son retour il se met à l'écriture et publie deux romans et un récit de vie. Avec *Tu n'habiteras jamais Paris*, il demande à “celui qui n'a jamais cessé de me tendre la main” de lui raconter sa vie.



### Dictionnaire des ouvriers du bâtiment de l'ancien canton de Royère

Josette Moré nous livre un travail de recherche exceptionnel sur la migration saisonnière qui a profondément marqué l'histoire des sept communes de ce petit territoire de la montagne limousine. Sur plus de trois siècles elle nous rapporte que 11 447 hommes âgés de 12 à 60 ans quittaient leurs villages de mars à novembre pour rejoindre des chantiers partout où ils pouvaient exercer leurs savoir-faire dans tous les métiers du bâtiment.

À partir d'une somme considérable de sources d'archives consultées dans toute la France elle a pu établir cette longue liste de travailleurs saisonniers représentant 1099 familles de ce canton. Pour plus de la moitié d'entre eux (55 %) elle est parvenue à identifier leur lieu d'arrivée et leur qualification professionnelle. Et surprise, ce n'est pas vers la région parisienne (32 %) qu'ils se sont dirigés mais la région lyonnaise (68 %). Dans cette abondante documentation elle a rassemblé des actes administratifs et notariés, voire des échanges de courriers concernant quelques unes de ces familles. Cette vision rigoureuse et singulière de la migration saisonnière du canton sera présentée et accessible le 21 septembre 2019 dans un cahier de l'association Les Maçons de la Creuse.

Nul doute que des familles vont s'emparer de cet outil et l'enrichir en suivant les traces de leurs ancêtres maçons comme Josette Moré l'a entrepris pour ses ancêtres du village du Picq.



# Chroniques d'exils



## De la peuf à la paf\*

Le décor c'est Oulx et Clavière en Italie puis, si on passe en France, d'abord Montgenèvre et plus bas Briançon, à 4 heures de marche. Montgenèvre, 1800m. Le jour des touristes dévalent ses pistes. Ils donnent leur avis sur Internet : « Le soir c'est très très calme, à vrai dire rien à faire à part les restos » ; «Le voyage entre la France et l'Italie est très agréable. On se sent tout de suite en vacances. » Ça c'est pour le jour. La nuit, des gendarmes y pourchassent des exilé·es. Témoignages.

31 octobre 2018. "J'ai 32 ans. Je suis parti de Clavière avec 8 autres personnes vers 22h30. Au bout de 45 minutes, nous avons été interceptés par la police. On n'a rien vu parce qu'ils nous aveuglaient avec des torches, ils étaient nombreux. Ils s'étaient cachés dans la brousse. Ils ont attrapé quelques personnes et avant que ce soit mon tour j'ai pris la fuite en direction de Clavière. Au bout d'un moment j'ai rencontré d'autres personnes qui venaient et on a décidé de cheminer ensemble. Ils m'ont raconté qu'ils s'étaient fait attraper et que les policiers leur avaient pris tout leur argent : l'un 800 euros, l'autre 300 euros. Les policiers leur ont demandé de ne pas opposer de résistance, sinon qu'on allait les faire retourner en Lybie. Deux jours après, nous sommes arrivés à Briançon. C'était long parce qu'il y avait des gendarmes partout dans la forêt. En Italie j'ai travaillé. Je cueillais des fruits et je coupais du raisin mais je n'ai jamais reçu d'argent. C'est pour ça que je suis parti."



8 octobre 2018. "Les gendarmes ont crié : si vous ne sortez pas on lâche les chiens. Nous avons eu très peur."  
"Ils nous ont fait déshabiller et vider nos poches."  
"J'ai 19 ans. Il nous a dit que la France ne peut plus accueillir la misère du monde, il nous a demandé de lever les mains (...) Ils ont commencé à crier, à nous insulter et dire des injures racistes. Ils ont sorti les matraques et ont commencé à nous frapper dans le dos et les jambes. Je suis tombé. Heureusement nous avons réussi à nous enfuir à 5 heures vers l'Italie. J'ai encore mal à l'épaule."  
"J'ai 18 ans. Un policier a dit : la France a colonisé le Mali et tu ne parles même pas le français ! Les gens comme vous, vous êtes des poubelles, vous feriez mieux de rentrer chez vous."  
"J'ai 16 ans, je viens de Sierra Leone. Je ne voulais plus rester en Italie, il y a trop de racisme. Je vivais au milieu des bois sans possibilité de m'intégrer. Avec 75 euros on ne peut pas vivre, ça nous force à faire des bêtises. Comme j'étais pêcheur, je connais bien le GPS, je suis parti en éclaircur. Vers 7 heures après 12 heures de marche, nous avons rencontré les gendarmes. (...) Dans le bureau à côté il y avait un Guinéen. Il ne voulait pas donner ses empreintes, la police insistait en disant : « Mais si, tu vas voir, tu vas le faire ». Ensuite j'ai vu que les policiers avaient sorti les bâtons de la ceinture et qu'ils frappaient. Une heure après on nous a embarqué à la frontière et j'ai revu le Guinéen : son visage était tout gonflé."  
"A 23 heures, on est revenu à Clavière, on était fatigué parce qu'on a couru et c'est pas petit. On a croisé des bénévoles. On a mangé du riz, du pain, de l'omelette. On nous a donné des habits chauds, des chaussures. Ca m'a donné de l'espoir."  
"Au refuge en bas on a eu la solidarité des frères exilés, ils prennent aussi soin de nous quand on arrive".

Avis de touriste sur la station : "Montgenèvre est une station agréable et calme, il y avait peu de monde et le public est vraiment zen."

Chronique rédigée par des maraudeurs et maraudeuses de la Montagne limousine.

\*peuf : patois de haute savoie pour désigner la neige poudreuse encore vierge de toute trace.  
PAF : Police Aux Frontières

Cimade Eymoutiers : [eymoutiers@lacimade.org](mailto:eymoutiers@lacimade.org) - 06 41 45 66 17  
MAS Eymoutiers : [contact@assomas.fr](mailto:contact@assomas.fr) - 06 78 73 53 04  
Cimade Peyrelevade : [peyrelevade@lacimade.org](mailto:peyrelevade@lacimade.org) - 07.78.54.28.74  
MAS Peyrelevade : [lemaspeyrelevade@riseup.net](mailto:lemaspeyrelevade@riseup.net)

## Malgré les obstacles dressés par la Préfecture de la Creuse, Abdel a obtenu son statut de réfugié

Le 21 septembre dernier, la préfecture de la Creuse tentait une nouvelle fois d'expulser un jeune Soudanais vivant à Faux-la-Montagne depuis presque un an (voir IPNS n°65). Malgré la mobilisation de nombreux habitants encore une fois obligés de descendre dans la rue pour défendre les valeurs fondamentales de fraternité et de solidarité sans cesse bafouées par la politique migratoire du Gouvernement et appliquée avec une particulière dureté et même cruauté par la préfecture de la Creuse, Abdel était ce jour-là embarqué pour le centre de rétention de Palaiseau, après gazage des citoyens rassemblés autour de la gendarmerie.  
La préfecture, au soir du transfert en centre de rétention, se sentait même dans l'obligation de se fendre d'un communiqué de presse comminatoire, indiquant qu'il n'y avait "aucune raison de dispenser ce ressortissant soudanais" de sa "réadmission vers l'Italie" "seule compétente désormais" et qu'un retour sur le territoire après transfert constituait désormais "un délit puni de trois ans d'emprisonnement". Deux semaines plus tard, le 3 octobre, le tribunal administratif de Limoges opposait un cinglant démenti à la préfète de la Creuse. Il jugeait en effet que "le refus d'enregistrer la demande" constituait "une atteinte grave et manifestement illégale" au droit d'Abdel

"constitutionnellement garanti de solliciter le statut de réfugié" et enjoignait à la préfète "d'enregistrer la demande d'asile [...]" dans un délai de huit jours". Fin février, épilogue de l'affaire, Abdel a reçu la décision du directeur général de l'OFPPA lui reconnaissant la qualité de réfugié, le plaçant sous la protection juridique et administrative de l'Office et lui donnant accès à un titre de séjour de 10 ans et à l'autorisation de travailler. Cela, il aurait pu en bénéficier dès le mois de mars 2018 si l'administration préfectorale ne s'était pas entêtée dans ses décisions illégales et inhumaines. Ainsi, pendant presque une année supplémentaire, il a vécu dans l'angoisse permanente, sans pouvoir ni se former, ni travailler pour assurer dignement sa subsistance. Ses défenseurs estiment que cette opération illégale a coûté au bas mot 55 000 € au contribuable, sans même prendre en considération le temps consacré par les habitants mobilisés à lutter contre des mesures iniques. Du temps qui aurait été tellement mieux employé à développer le réseau social d'Abdel et des personnes dans la même situation que lui. De l'argent qui, pour un coût bien moindre, aurait permis de financer des cours de français, des formations qualifiantes et tout le soutien nécessaire à des jeunes isolés avant qu'ils puissent trouver leur autonomie.



Manifestation du 17 septembre 2018 à Guéret

## Procès en appel le 29 mars pour Michel Lulek

Jugé le 4 octobre dernier au tribunal correctionnel de Guéret pour violence sur agent, suite à une bousculade lors de la manifestation de soutien à un jeune Soudanais qui allait être expulsé à Felletin le 9 juillet 2018, Michel Lulek, un habitant de Faux-la-Montagne, avait été condamné à 1000 € d'amende avec sursis pour ces faits, mais avait été relaxé pour le refus qu'il avait opposé aux gendarmes de se voir prélever son ADN. Le procureur avait fait appel de ce jugement qu'il a sans doute

trouvé trop clément. Que, par ailleurs, les juges aient estimé "disproportionné" dans ce cas un fichage ADN lui est manifestement resté en travers de la gorge. On remet donc le couvert une seconde fois, en appel, au tribunal de Limoges, place d'Aine, le vendredi 29 mars à 8 heures du matin. Rendez-vous est donné ce jour-là à toutes les personnes qui souhaitent, malgré l'heure matinale, venir manifester leur soutien.





La fillette et les serpents

Ceci n'est pas le titre d'une fable ignorée de notre bon La Fontaine. C'est, en résumé, la découverte que firent les fossoyeurs de Saint-Léonard (pas encore de Noblat, Haute-Vienne) un beau matin de février 1888. L'histoire est connue par les archives d'un hebdomadaire local, Le Marchois, dont je reparlerai plus loin. Dont l'entrefilet ne précise pas ce qui conduisit à la découverte – une exhumation ? Mais dans quel but ? L'article précise seulement : "Les fossoyeurs... en creusant une tombe".

Le cercueil était celui d'une petite fille enterrée depuis 5 ans. Le journal n'en dévoile ni le nom ni l'âge. Toujours est-il que le cercueil exhumé était absolument intact, "en parfait état de conservation". Une première curiosité. Une fois ouvert, lit-on dans le canard, (leur) "étonnement se transforma en épouvante". On dut se rendre à l'évidence : il n'y avait là aucun autre reste humain qu'un peu de la belle chevelure blonde de l'enfant. Par contre, d'où découle l'épouvante, la bière contenait deux énormes serpents. Ils furent pesés : 11 livres chacun ! Qu'imaginer d'autre que ceci : les deux reptiles avaient dévoré le cadavre de l'enfant. La nouvelle faisant rapidement le tour de la ville, le cimetière ne désemplit pas de curieux, il était devenu "the place to be". Le journaliste avait son avis sur l'engouement provoqué par le spectacle : "les bonnes gens veulent voir du surnaturel en tout". On s'y croirait presque : - Mais cette petite, elle était bien de la famille de X ? - Ah, oui, les sorciers ? En effet, cette famille avait depuis des générations, une mauvaise réputation. Pas celle de Brassens, mais presque : les X avaient des secrets cabalistiques, régulièrement transmis par le père mourant au fils aîné. C'est pourquoi l'opinion publique eut cette conclusion : "Le hideux repas fait par les reptiles (devait) être considéré comme une punition divine".

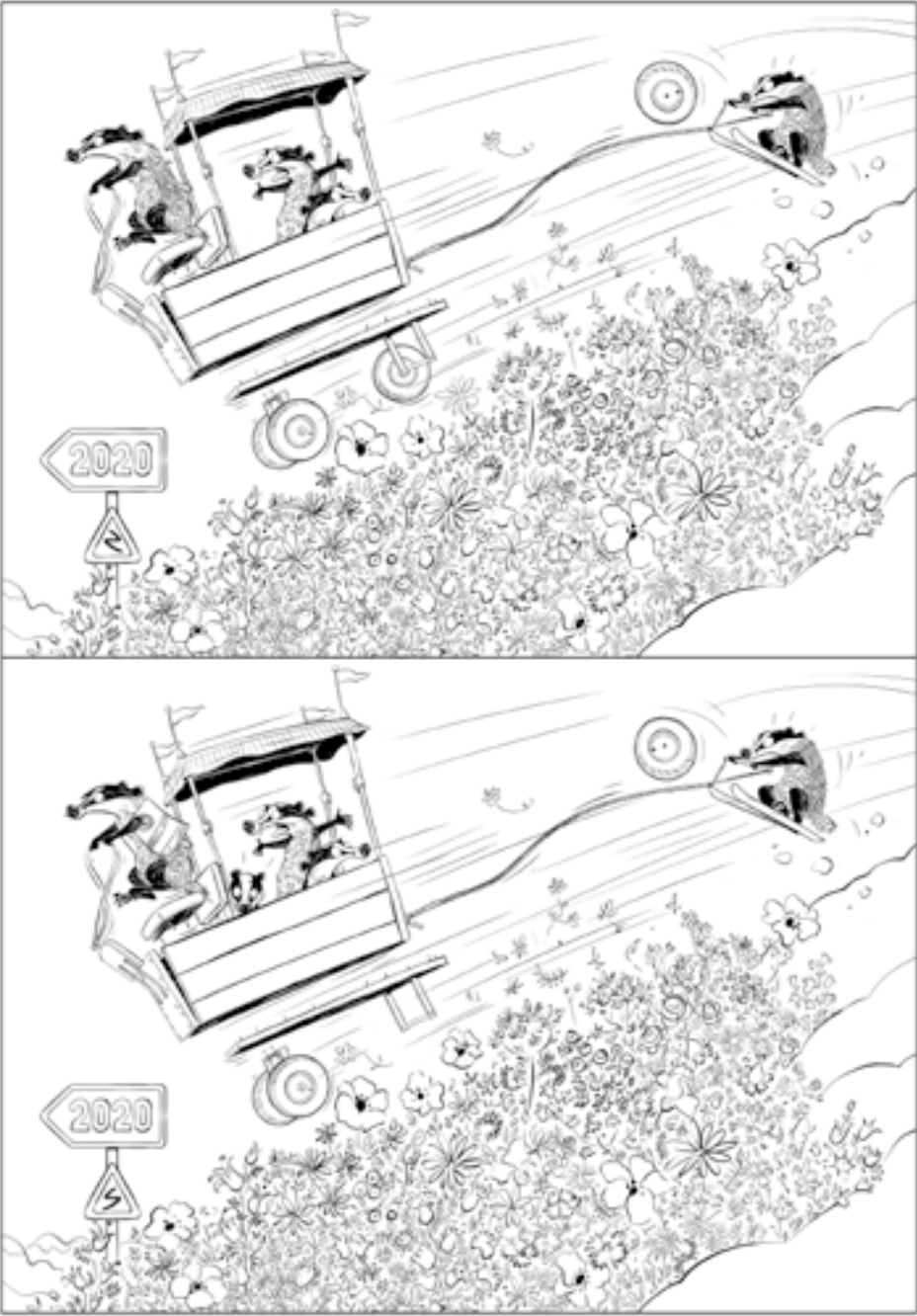
Allant plus loin que le chroniqueur du Marchois, l'historien constatera que l'histoire suivait de près une décision du nouveau conseil municipal, ardemment républicain et anti-clérical : les édiles avaient décrété l'interdiction des Ostensions, cette fête septennale où l'on promenait en ville les reliques du saint local. La pauvre petite défunte aurait donc payé pour tout ça ? Les lumières contre l'obscurantisme, ou l'inverse ? Je dis ça, je ne dis rien... L'histoire ne révèle toutefois pas ce que devinrent les serpents monstrueux.

On peut lire l'article du Marchois sur le site des Archives Départementales de la Creuse (cote BIB 222), en date du 8 février 1888. L'hebdomadaire était en effet publié à Bourganeuf, à 20 km de Saint-Léonard, mais en Creuse !



Jeu des 7 erreurs

par Philippe Gady



Abécédaire du cyclisme limousin



Comme Interval training

Ce terme, correspondant en français à "entraînement fractionné", a été introduit dans le cyclisme au début des années 60, en adaptant des pratiques venues de l'athlétisme. Pour ses partisans, ce type d'entraînement, qui alterne temps de travail en intensité et temps de récupération active, était jugé plus efficace et moins contraignant que les longues sorties foncières. Depuis, la technicité de l'entraînement s'est considérablement développée, ce qui aboutit actuellement aux compteurs sur le vélo, répertoriant et quantifiant de très nombreux paramètres : pulsations cardiaques, puissance développée, temps mis sur telle ou telle ascension, dénivelé, etc ...

Pour les sceptiques, l'entraînement classique sur les routes accidentées du Limousin soutient la comparaison avec la préparation dite "scientifique". En effet, on y retrouve naturellement l'alternance entre temps de travail (les montées) et temps de récupération (descente et plat), avec de surcroît le plaisir esthétique : contemplation d'un paysage varié, stimulant la curiosité. L'entraînement traditionnel, basé sur des sorties foncières assez longues, à allure modérée, convenait très bien lorsqu'il y avait de nombreuses compétitions ouvertes aux différentes catégories. Un adage affirmait que "le meilleur entraînement, c'est la course". Il est sans doute encore valable, mais les courses se font rares, et il devient nécessaire de se préparer sérieusement pour les aborder. De là découle la nécessité d'un entraînement très technicisé, également favorisé par la fascination de beaucoup pour ce qui apparaît nouveau, moderne, et de surcroît scientifique.

Italiens

L'Italie, au même titre que la Belgique et la France, a vu naître et se développer, tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, la compétition cycliste. Les "campionissimi" successifs (Girardengo, Binda, Bartali, Coppi) et les classiques prestigieuses telles Milan-San Remo et Tour de Lombardie sont les principaux marqueurs de cette culture cycliste. Les travailleurs italiens ont été souvent conduits à fuir le pays pour des raisons politiques (le fascisme) ou économiques (la misère, notamment dans le sud) pour s'installer en France ou en Belgique.



Armand Salvini vers 1951-1953

Nombre d'entre eux sont venus en Limousin, avec par exemple des tailleurs de pierre, en Creuse sur les flancs du Maupuy ou la région de Sardent. La compagnie creusoise "Le chat perplexe" a publié un livre intitulé "Cogner le granit" (Les Ardents Editeurs, 2015). L'ouvrage reprenait le titre du spectacle présenté auparavant sur de nombreuses scènes. On y retrouve la vie quotidienne de ces ouvriers italiens, avec sa rudesse, et leur farouche volonté d'intégration dans la société creusoise. Plusieurs d'entre eux ont pratiqué le cyclisme, notamment au sein de l'A.C.C. (Amicale Cycliste Creusoise), le grand club de Guéret. Les frères Bravin - Roland, Dino et Jean-Paul – les Martin, Dante Battaini sont de ceux-là. Ailleurs en Creuse, Armand Salvini (Aubusson) et les Bastianelli (Evaux-les-Bains), allongent cette liste, sans doute incomplète. La présence de jeunes d'origine italienne dans les pelotons limousins confirme le recrutement populaire des coureurs cyclistes. Ce sont généralement des fils de paysans ou d'ouvriers. S'ils pratiquent le vélo par passion, il y a aussi l'espoir de gagner de l'argent, pour les plus performants d'assurer une ascension sociale.

Itinéraires

Le parcours des coureurs cyclistes sur route a beaucoup évolué au cours des décennies. Deux facteurs essentiels ont dicté cette évolution : l'état des routes et la circulation automobile. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, seules quelques routes importantes bénéficiaient d'un bon revêtement. Ainsi, les parcours des courses y étaient-ils cantonnés. C'était l'époque des "ville à ville", le plus souvent en aller-retour : Limoges – Saint Léonard et retour,, disputé de 1905 à 1998, en est une belle illustration. Dans la première moitié du siècle, on relève aussi : Limoges-Séreilhac, Limoges-Saint Junien, Limoges-Bellac, Limoges-Nontron. Toutes ces courses étaient disputées sur des routes où la circulation automobile était faible. Il arrivait malgré tout des accidents de la circulation, comme en 1908, au cours de Limoges-Nontron. Vers Dournazac, deux compétiteurs s'écrasèrent, au détour d'un virage, sur une charrette à ânes, en travers de la route. Ainsi,, dans ces années-là, les accidents étaient plus causés par des animaux vagabondant que par des automobiles. Par la suite, les choses évoluèrent. Les grands circuits empruntant les routes nationales perdurèrent jusqu'au début des années 60, puis se virent interdire l'utilisation de ces routes. C'était la fin du passage par la côte des Jordes (RN 120, au sud de Tulle), par Saint Antoine des Plantadis (RN 20 au nord de Brive), ou par Razès (même RN au nord de Limoges). Dommage pour ces "juges de paix", où se faisait généralement la décision dans les grandes courses régionales. Depuis les années 80, l'organisation des courses sur route nécessite des mesures de sécurité tellement drastiques, dues à l'augmentation constante du trafic automobile, qu'elle a conduit de nombreux organisateurs au découragement. Quelques compétitions empruntant de grands parcours subsistent encore, ainsi que diverses courses sur petits circuits, à l'organisation plus facile.

Jean-François Pressicaud



# Le géographe Albert Demangeon et le Limousin

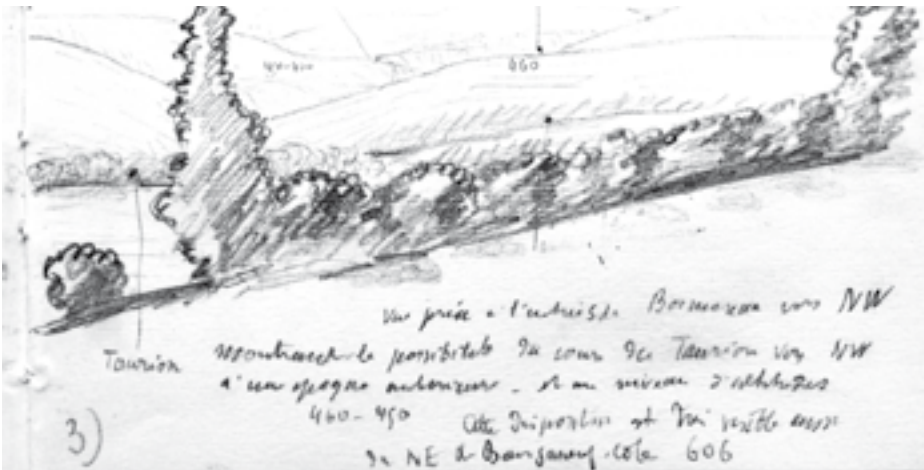


Albert Demangeon (1872-1940) fut l'un des plus grands géographes du premier XXe siècle. Il était, avec Emmanuel de Martonne, le pilier de ce qu'on a appelé « L'Ecole Française de Géographie », qui rayonnait dans le monde entier. Son parcours ressemble à ce qu'était l'excellence académique de la IIIe République. Issu d'un milieu lorrain modeste, il fut Normalien à 20 ans, agrégé à 23, et rapidement Docteur. Professeur de lycée puis à la faculté de Lille, à l'Ecole Normale supérieure et enfin en Sorbonne à partir de 1911, nommé à la chaire de géographie économique. Il s'est particulièrement intéressé au Limousin et à la Montagne limousine.

Les géographes actuels sont souvent de brillants informaticiens, habiles à théoriser et modéliser. On a du mal à imaginer ce qu'étaient ces grands géographes du début du siècle, de Martonne, Jules Sion, Raoul Blanchard... Ils créaient autant qu'ils pratiquaient cette discipline neuve qu'était la géographie. Tous étaient issus d'une solide formation littéraire (rhétorique, latin, grec) et formés avant tout à l'histoire. Ils tenaient plus des explorateurs du XIXe siècle que des rats de bibliothèques. Leur pratique était basée sur deux piliers, la carte et le "terrain". Ils furent tous de grands dessinateurs, souvent photographes, arpenteurs, randonneurs, cavaliers. Demangeon eut comme professeurs, entre autres, Victor Bérard (grec), Charles Seignobos et Ernest Lavisse (histoire) et Paul Vidal de la Blache en géographie. Et, comme camarades à l'Ecole Normale, outre de Martonne, Léon Blum, Edouard Herriot et Charles Péguy. Les anciens élèves de Paul Vidal de la Blache "trustaient" les rares chaires de géographie de l'Université française. Leurs élèves abou-tissaient dans les khâgnes, les grands lycées et Ecoles normales, qui formaient les futurs instituteurs et professeurs du secondaire. Une admirable chaîne ininterrompue entre maîtres et élèves, successivement l'un puis l'autre. C'est certainement grâce à tous ces enseignants que la France reste un des derniers pays où l'on "sait sa géographie".

## Le Limousin d'un géographe

Une fois thèse soutenue et assise académique assurée, il met à profit ses temps de loisirs pour ouvrir le chantier d'une nouvelle synthèse régionale sur le Limousin. Mais pourquoi donc le Limousin ? On a la chance de posséder de remarquables archives d'Albert Demangeon - écrits, articles, notes et brouillons, des dessins remarquables de sa main, des relevés statistiques et surtout sa correspondance. Denis Wolff, son biographe, a su tirer un bel ouvrage de ce corpus documentaire sans équivalent. C'est grâce à ce fonds que l'auteur a pu reconstituer pas à pas l'enquête de Demangeon en Limousin. Ce dernier, géographe de son temps, était très attaché à la description des reliefs et des formes, ainsi que de la vie paysanne. Après avoir étudié dix ans les mornes plaines picardes, il semble qu'il ait été attiré par un relief plus vigoureux : "C'est un pays si intéressant, si original par sa structure, son relief, son hydrographie, ses ressources économiques et par le genre de vie de ses habitants..." écrira-t-il à son ancien élève Joseph Nouaillac, alors professeur de lycée. Il semble qu'il ait voulu d'abord s'intéresser aux Appalaches, mais l'inspecteur général ne lui accordant pas de bourse pour ses recherches outre-Atlantique, il lui aurait suggéré de s'intéresser au Limousin, qui présentait des formes proches. Son ami de Martonne, qui dominait la géographie physique française (et mondiale), lui signala alors tout l'intérêt de la région pour l'étude des cycles d'érosion. De plus, en choisissant notre région, il n'empiétait pas sur les terrains de ses collègues choisis pour leur propres recherches. En outre, le Limousin était bien desservi par le train Paris-Toulouse, via Limoges. Demangeon se créa un véritable réseau pour documenter ses recherches, d'abord à la Chambre du commerce, qui lui ouvrait les portes des fermes et des usines. Puis ce furent maires, conseillers généraux, présidents de comices agricoles. Des instituteurs aussi, dont beaucoup avaient été formés par ses propres élèves. Pionnier, il mit au point



Vallée du Taurion près de Bourgneuf.

un procédé d'enquête par questionnaire. Pour ses travaux de terrain, il ne quittait jamais les grandes cartes d'Etat Major, au 80 000e. Il se fit même accompagner sur le terrain par le grand géographe américain William Morris Davis, grâce à qui l'audience de ses travaux dépassa rapidement le cadre français et européen. Albert Demangeon était un bourreau de travail, comme le montre sa bibliographie. Sa nomination à la Sorbonne, si elle lui laissait de beaux étés pour parcourir le Limousin, l'éloigna de sa tâche. Infatigable et impliqué, il rédigea dans les années d'après guerre de nombreux manuels du secondaire, des précis pour les jeunes instituteurs. Il donna également de remarquables études sur les Iles britanniques, la Belgique et les Pays-Bas puis l'Empire britannique. Il avait également en projet un manuel de Géographie humaine mais surtout - ce qui allait être l'œuvre de sa vie - la *Géographie économique et humaine de la France*, qui parut quatre ans après sa mort, ouvrage sur lequel il s'était littéralement épuisé.

## Le mandarin aux pieds crottés

Demangeon se rendit chaque été en Limousin de 1906 à 1911. On connaît assez bien les conditions de ses séjours, grâce à son importante correspondance. Ces voyages étaient souvent éprouvants. Ainsi, écrivait-il à son épouse en 1907 : "Quelle suée, l'après-midi à travers un plateau de landes et d'ajoncs ! J'ai pris trente-deux km dans les jambes". Il était un remarquable marcheur, parcourant au moins 25 km par jour. Son élève Nouaillac se remémorait ainsi son barda : "un appareil photographique, une liasse de cartes et de volumineux carnets de notes". Réellement attaché à la région, qu'il voulait étudier dans le détail, il disait ceci, lors d'un voyage à Dublin : "[J]'attends] mon petit tour dans le Limousin dont je me réjouis d'avance". Denis Wolff a pu reconstituer ses itinéraires. C'est en 1906 et 1907 qu'il visite le Plateau de Millevaches. Il fait étape à Eymoutiers, Bugeat, Treignac et Ussel. Puis une nouvelle fois en 1910 et 1911, où il étudiera en détail ces mêmes régions. Il gravit les sommets, suit les cours d'eau. De la vallée de la Vienne en aval d'Eymoutiers, il évoque de "véritables gorges dont l'explication me tracasse". S'il observe avec grand soin la topographie, il n'en ignore pas pour autant la géographie humaine et les mœurs. Il note avoir "traversé un village dont le curé a été chassé par ses ouailles". Et encore : "Tout près d'ici se trouve un bourg appelé Meymac, à plus de sept cents mètres d'altitude, où ne peut pas venir la vigne. Or les habitants se font émigrants pour vendre du vin : ils vont, paraît-il, en Belgique et en Flandre, proposer des crus célèbres auxquels ils donnent des noms de

leur pays, des noms de côtes où poussent des fougères, mais dont ils s'approvisionnent à Bordeaux ; ils les vendent très cher et font fortune" ! Il est cependant freiné par le particularisme linguistique de cette région occitane. A Eyjeaux, il rencontre "des paysans qui ne parlent pas un mot de français", à 15 km de Limoges... En 1908, il se réjouit de croiser fortuitement Nouaillac : "depuis le début de mon voyage, c'est la première personne civilisée que je rencontre". Dès 1907, pour compléter ses propres observations, il établit un questionnaire d'enquête destiné pour l'essentiel aux instituteurs, maires, médecins... Il se heurte parfois à l'absentéisme des maîtres d'école. Ainsi, dans deux communes visitées le même jour, il trouve porte close : "dans l'une, il était à la chasse ; dans l'autre, parti en vacances très loin". Mais le plus souvent ce sont des rencontres fructueuses. Avec l'instituteur du Vigeois : "une séance de trois heures pendant lesquelles j'ai noirci six pages de mon carnet". En 1910, Demangeon publie dans les Annales de Géographie un long article sur "le relief du Limousin". Les géographes universitaires ne tarissent pas d'éloges, de Martonne en tête, qui salue cette "lumineuse démonstration". Jules Sion, en poste à Clermont, propose à Demangeon de poursuivre l'enquête en Auvergne. L'accueil est retentissant, jusqu'en Allemagne et aux Etats-Unis où son collègue William Davis, référence mondiale en matière de géomorphologie, rend compte de ses travaux dans le *Bulletin of the American geographical Society*. Demangeon n'a pas encore 40 ans mais cette reconnaissance le positionne comme un des grands géographes internationaux. En 1911, Davis et une douzaine de géographes de diverses nationalités se rendent sur le terrain, pour confronter leurs propres travaux et observer la méthode de travail

de Demangeon. C'est à Meymac, au Puy Pendu, qu'ils trouvent leur meilleur observatoire : "c'est à ce point culminant que les discussions sur les questions critiques ont été surtout débattues". En 1927, Aimé Perpillou publie un nouvel article sur le relief limousin et se réserve la région pour sa thèse, qu'il soutiendra en 1940. Un second article de Demangeon est consacré à la géographie humaine de la "Montagne", nom ne figurant sur aucune carte mais dont il a clairement perçu l'identité, "une figure vivante, pittoresque, précise dans l'esprit des habitants". Il souhaite rendre toute l'originalité de "ce petit coin de France, de cette terre montagnarde à l'intérieur du Limousin". C'est une terre dure, où l'eau est partout, où le relief impose ses conditions. Il s'intéresse particulièrement aux formes agraires, au peuplement et à l'émigration. L'article trouve écho dans les publications de la diaspora limousine. On retiendra les comptes-rendus de Louis de Nussac pour Le Limousin de Paris (Hebdomadaire paraissant le dimanche. Organe des colonies limousines et des originaires du Plateau central), 7ème année, n°34, ainsi que celui du fidèle Nouaillac dans Lemouzi littéraire, artistique, historique et traditionaliste (Revue franco-limousine mensuelle, Organe de la Ruche limousine de Paris et du Félibrige limousin), n°175, novembre 1911. A l'étranger, l'article trouve une nouvelle fois un large écho. Notons juste, dans le *Scottish Geographical Magazine*, qu'un rapprochement est établi avec les "Highlands of Scotland, where the geographical conditions present certain similarities". Après 1912, les autres travaux de Demangeon, puis la guerre, l'éloignent du Limousin. Il semble que la région l'intéresse toujours. En 1920, il dirige un mémoire de maîtrise sur le Confolentais.

Franck Patinaud

Références :  
"Le relief du Limousin" Annales de Géographie XIX 1910  
"La Montagne dans le Limousin" Annales de Géographie XX 1911. Ces articles sont consultables à la Bibliothèque municipale de Limoges, ainsi que sur internet grâce au portail persee.fr.  
La France économique et humaine (Géographie universelle, publiée sous la direction de Paul Vidal de la Blache et de Lucien Gallois, tome VI, 2è et 3è volumes), Paris, Armand Colin, 1946 et 1948 (BFM Limoges).  
Etude sur Albert Demangeon : Denis Wolff, Albert Demangeon (1872-1940). De l'école communale à la chaire en Sorbonne, l'itinéraire d'un géographe moderne, Paris, 2005 (consultable sur internet).



"De ce plateau qui va s'élevant vers Est, les rivières s'échappent en rayonnant vers tous les points de l'horizon". Les hauts sommets forment "une vaste surface rectangulaire qui correspond presque exactement ce que les paysans appellent la Montagne" (Carte du relief du Plateau, au 2 000 000e, réalisée de la main de Demangeon)